

L'ÉCO

de la semaine

3 juillet - 9 juillet 2021

Logements sociaux à Imerintsiatosika: 40% des travaux, achevés	3
Airtel - ESTI : Un partenariat pour le développement numérique	3
Douanes : Pas de changement de réglementation pour les exportations de produits pharmaceutiques	4
Filière maïs - Analanjirofo: les producteurs boostent la production	4
Propriété foncière privée non titrée : Refonte de la loi, adoptée par le Parlement.....	5
Tourisme - Des doutes planent sur « la reprise »	5
Développement - La riziculture face à l'écueil psychologique	6
Démocratisation du gaz domestique à Madagascar - Des kits complets distribués gratuitement	7
OMNIS - 45 ans : Coopération ouverte avec la CUA	7
Exportations - Le juteux marché du litchi pour la SIIM	8
« Tsenaben'ny fizahantany »: Bons plans tourisme, mis en avant	9
Ressources naturelles - Le bois de fer en question	9
Indépendance day - Clin d'oeil économique aux États-Unis	10
Vanille: début de campagne marqué par des différends	10
Marché des devises - Les monnaies de référence enfoncent l'ariary	11
Filières d'exportation : Mise en conformité aux nouvelles réglementations européennes pour SAVA	11
Hydrocarbures et minerais stratégiques : des richesses qui demeurent sous-explorées	12
Téléphone mobile - Présentation des dernières innovations	12
Dépenses d'investissement : Des efforts particuliers pour l'émergence du Grand Sud	13
Tours Opérateurs Professionnels : « Nous sommes prêts pour la réouverture des frontières »	14
Consommation - Les sachets en plastique pullulent toujours sur le marché	14
Autosuffisance en riz en 2023: le ministère de l'Agriculture entend relever le défi	15
Coopération régionale - Un lien fort entre Boeny et l'Inde	15
Systèmes alimentaires : Une première concertation nationale aura lieu jeudi	16
LFR 2021 : 793,2 milliards d'Ariary de pensions	16
Concurrence - La qualité du carburant remonte en surface	17
JIRAMA : Un tarif dédié aux PME et aux micro-entreprises	17
Lantosoa Rakotomalala - Des mesures pour atténuer la hausse des prix	18
FAPBM : Un fonds exceptionnel de plus de 5,7 milliards Ar pour MNP	19
Filière vanille - Les prix en dégringolade sans fin	19
Projet CASEF : Réhabilitation de pistes rurales attendue dans cinq régions	20
Exportation de produits: « Aucune évolution réglementaire », dicit l'ambassade de France	20
Compétitivité des entreprises et accès aux marchés : le programme Recamp lancé officiellement à Madagascar	21
Contrat-programme CCIA - Prosperer: pérennisation de la filière bambou dans la région Analamanga	21
Recherches pétrolières - L'espoir demeure intact	22
Filière vanille : une proposition de loi en gestation	23
3 ^e édition du « Tsenaben'ny Fizahantany » : Près de 2 530 visiteurs lors du premier jour	23
Concertation sur les systèmes alimentaires : Plus de 400 participants	23
Autosuffisance alimentaire: un « stock stratégique » de riz en projet	24
Technologies de communication: l'Artec crée un « Espace consommateur »	24
Loi de finance rectificative 2021: un Madagascar à plusieurs vitesses	25

Logements sociaux à Imerintsiatosika: 40% des travaux, achevés

RIANA R. | LES NOUVELLES | 3 JUILLET 2021

La construction d'un nouveau quartier qui fera la liaison entre l'actuelle ville d'Imerintsiatosika et la future Tanamasoandro, a débuté au mois de janvier. 40% des travaux prévus sont achevés en ce moment.

Les logements sociaux situés à Imerintsiatosika, près de la nouvelle ville Tanamasoandro sont en construction depuis janvier. 40% des travaux sont achevés actuellement, d'après l'équipe du vice-ministère en charge des nouvelles villes, lors d'une descente effectuée sur les lieux, hier.

« La construction des 240 logements devrait s'achever d'ici septembre-octobre, selon notre calendrier. Cela dépendra toutefois de la situation sanitaire au pays. Quoi qu'il en soit, l'équipe s'attachera à respecter le délai initialement prévu », a expliqué Hajanirina Andriambololontsiaravana, directeur des logements auprès du vice-ministère en charge des nouvelles villes.

Selon lui, « Les travaux se divisent en deux tranches. La tranche ferme portant sur les gros œuvres et la tranche conditionnelle relative aux secondes œuvres et les finitions ». L'objectif du vice-ministère est de



construire 340 logements sociaux au total, à Imerintsiatosika.

Un lieu de vie

Ces logements sont des Duplex R+1, équipés de cours privé de 15 m². Un jardin communautaire dédié à la promotion de l'agriculture urbaine sera également aménagé. « Nous travaillons aussi avec l'Institut malgache de recherches appliquées (Imra) pour la mise en terre de certaines plantes médicinales. L'idée est de proposer un lieu de vie aux futurs habitants de ce nouveau quartier et non seulement

une maison », a poursuivi Hajanirina Andriambololontsiaravana.

Lors de son passage au niveau de l'Assemblée nationale pour la présentation des réalisations de son département, le vice-ministre Angelo Zasy a fait savoir que 10 projets de logements sur 14 sont lancés sur le territoire national à ce jour. Outre ceux à Imerintsiatosika, 80 autres, respectivement à Antsiranana et à Antsirabe sont en cours de construction. Il en est de même pour 15 appartements à Fianarantsoa.

Airtel – ESTI : Un partenariat pour le développement numérique

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 3 JUILLET 2021

Désormais, des étudiants de l'Ecole Supérieure des Technologies de l'Information (ESTI) ont la possibilité de devenir des alternants au sein d'Airtel. Un programme d'alternance vient d'être établi entre les deux entités à travers une convention de partenariat pour le développement numérique, conclue hier, entre Eddy Kapuku, Directeur Général d'Airtel Madagascar et Franck Razafindrabe, Directeur Général d'ESTI. Pour Airtel Madagascar, cette signature réitère son engagement en faveur de l'épanouissement de la communauté des jeunes. L'opérateur leur ouvre, à travers cette initiative, la voie vers de nouvelles opportunités professionnelles. « Soucieux de l'avenir des jeunes Malagasy, et en même temps de contribuer d'une manière significative au développement de Madagascar à travers le secteur de la télécommunication et du numérique, Airtel participe activement à l'accompagnement des étudiants, futurs cadres du pays. L'objectif est de leur offrir un cadre d'apprentissage de qualité et de les préparer au mieux au monde professionnel », a déclaré Eddy Kapuku. À part l'accueil des étudiants, ce partenariat s'étend sur une

dimension plus vaste pour Airtel Madagascar. L'opérateur participera à l'identification et à la mise en œuvre des projets ou activités favorisant l'accès des populations rurales et défavorisées au numérique. Il s'engagera également dans des actions RSE et de développement local durable par le numérique. Par ailleurs, Airtel Madagascar apportera son appui au développement et à la mise en œuvre de projets incubateurs par une mise à disposition d'outils informatiques périphériques, d'accès à internet et d'éventuels éléments logistiques. L'opérateur assurera aussi la fourniture d'accès à Internet et de solutions facilitant l'accès des étudiants aux cours à distance. Il prévoit également l'octroi de bourses d'études aux étudiants méritants de l'ESTI. Cette convention est conforme à l'esprit de l'ESTI qui entend répondre aux besoins croissants des entreprises malgaches en termes de ressources qualifiées. En guise d'engagement dans le cadre de ce partenariat, l'ESTI va entre autres, développer davantage des modules spécifiques de formation dans le domaine du numérique.

- 3 -

Sous le parrainage de:



Co-organisé par:



En partenariat avec:



6e ÉDITION SALON RSE & IDD
Partenariats pour le Développement Durable
15 - 16 juillet 2021

En mode digital

sponsors platinum:



Sponsors gold:



Sponsors silver:



Partenaires digitaux / diffuseurs:



Douanes : Pas de changement de réglementation pour les exportations de produits pharmaceutiques

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 3 JUILLET 2021

Pour éviter tout désagrément, les usagers sont priés de s'informer auprès des autorités compétentes pour toutes informations complémentaires sur les procédures de dédouanement, aussi bien dans les pays d'origine que de destination.

Aucun changement de réglementations, ni de procédures n'a été effectué au niveau de la douane malagasy, en ce qui concerne les exportations de produits pharmaceutiques, des produits alimentaires, des substances psychoactives et tous les produits à composition métallique.

Supposées interdictions. C'est la précision que vient d'apporter la Direction Générale des Douanes, suite à des publications sur les réseaux sociaux, concernant les problèmes rencontrés par des exportateurs de produits pharmaceutiques malgaches. Le ministère de l'Economie et des Finances explique dans un communiqué que « ces supposées interdictions ne concernent pas la réglementation au niveau de la douane malagasy ». Par ailleurs, et suite à des investigations faites au niveau de la douane

française et européenne, ainsi qu'à des recoupements faits par l'attaché douanier auprès de l'Ambassade de Madagascar à Paris, « aucun changement n'a été effectué au niveau des réglementations européennes ». En fait, il n'y a donc pas d'interdiction, et si certains produits pharmaceutiques, exportés dernièrement par des opérateurs malgaches en France, ont fait l'objet de blocage au niveau de la douane française, c'est notamment en raison du fait que l'expédition n'a pas suivi les exigences procédurales en la matière.

Autorisation de mise sur le marché.

En effet, en raison de leurs spécificités, certains produits pharmaceutiques doivent faire l'objet d'une autorisation de mise sur le marché sur le territoire français. Ce qui n'a visiblement pas été le cas pour les produits en question. En

tout cas, la douane malagasy incite les opérateurs à prendre connaissance et à se conformer aux réglementations douanières des pays de destination. Notamment au niveau de l'étiquetage des produits où les douanes européennes sont très exigeantes. « Aussi, pour éviter tout désagrément, les usagers sont priés de s'informer auprès des autorités compétentes pour toutes informations complémentaires. En outre, tout changement et/ou autre information utile font l'objet de communications officielles, et la Direction Générale des Douanes de Madagascar reste disponible pour toute information ou assistance, joignable gratuitement sur le numéro vert 360 ou par email à l'adresse assistance@douanes.mg ou encore dans tous les bureaux des douanes. » précise la douane malagasy.

Filière maïs – Analanjirofo: les producteurs boostent la production

ARH | LES NOUVELLES | 3 JUILLET 2021

La coopérative « Tsy lany tsara » regroupe les producteurs de maïs d'Antsirakoraka, de la Commune rurale de Maromitety Vavatenina, région Analanjirofo. Ce groupement de producteurs a été doté, en 2016, d'un hangar de stockage de maïs d'une capacité de 15 tonnes.

Ladite infrastructure a vu le jour grâce aux appuis et soutien du ministère en charge de l'Agriculture (Maep) à travers le Programme de soutien aux pôles de micro-entreprises rurales et aux économies régionales (Prosperer) financé par le Fonds d'intervention pour le développement agricole (Fida).

Ce hangar sert à préserver la qualité des produits, simplifier leur collecte par les opérateurs de marché et faciliter leur commercialisation.



La coopérative a formé environ 150 producteurs de maïs aux différentes techniques moderne de culture.

Aujourd'hui, ses activités fleurissent. Les producteurs ont pu augmenter leur production grâce aux techniques modernes de cultures et aux différentes méthodes de protection de cultures que

les techniciens du Draep Analanjirofo leur ont enseignées. De plus, la coopérative a été mise en relation avec plusieurs opérateurs de marchés, dont une grande société consommateur de maïs renommée du pays.

« Tsy lany tsara » se lancera prochainement dans la production de farine de maïs suite à la dotation d'une décortiqueuse et broyeuse de maïs de la part du programme.

Afin d'entretenir les équipements et infrastructures, la coopérative a mis en place un secrétariat technique qui assurera le fonctionnement des infrastructures et la commercialisation des produits. A l'approche du désengagement de Prosperer, la coopérative est aujourd'hui totalement autonome.

08 | 09 | 10
JUILLET
2021

JARDIN
ANTANINARENINA





ENTRÉE
GRATUITE

3^e EDITION
**TSENABEN'NY
FIZAHANTANY**
SALON DES BONS PLANS TOURISME

Propriété foncière privée non titrée : Refonte de la loi, adoptée par le Parlement

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 3 JUILLET 2021

Initié par le MATP, le Projet de loi n°024/2018 du 17 juillet 2018 portant refonte de la loi n°2006-031 du 24 novembre 2006 fixant le régime juridique de la propriété foncière privée non titrée est adopté par le Parlement

Le certificat foncier pour renforcer l'octroi d'une preuve de droit de propriété. C'est l'une des grandes lignes du Projet de loi pour la refonte du régime juridique de la propriété foncière privée non titrée. Sont bénéficiaires, les Malagasy ayant mis en valeur des terrains, non titrés ni cadastrés, depuis des générations, jusqu'à l'introduction en 2005 de ce nouveau statut de terres « propriété foncière privée non titrée », suivant une procédure moins longue et à moindre coût auprès des Guichets Fonciers communaux avec un service de proximité. En effet, une des principales précisions apportées par la Chambre haute – à l'occasion d'un amendement – a été de détailler le domaine de compétence des Guichets fonciers communaux en matière de certification foncière notamment pour le champ d'application des propriétés foncières privées non titrées. « Les notions d'occupation et de mise en valeur ainsi fixées à 15 années avant la promulgation de la présente loi, avec un point de départ la loi de 2005, sont les critères de régularisation de la présomption de propriété foncière privée non titrée et écartent certaines catégories de parcelles ne répondant pas à ces conditions tel le cas des bandes littorales de Madagascar lesquelles relèvent du domaine de l'Etat et devrait être ouvertes à tous public ou des tombeaux, des édifices culturels et cultuels, etc. Laisser le seul critère de mise en valeur pour définir une propriété foncière privée non titrée revient à promouvoir l'accaparement de grande superficie des Domaines Privés de l'Etat non titrés par des riches juste par une simple mise en valeur vu qu'ils ont les moyens pour le faire. A ce propos, afin de prévenir cet accaparement, les parlementaires ont proposé que les personnes morales à but lucratif ou non ne puissent bénéficier de certificats

fonciers sauf pour acquisition ultérieure étant donné que les occupations dans l'esprit dans cette loi est une emprise personnelle, donc individuelle depuis des années », a indiqué le MATP (Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Travaux Publics).

Possibilités. Toutefois, le projet de loi permet à une association d'occupants de demander une opération de certification foncière massive au profit de ses membres. La refonte proposée dans ce projet de loi prévoit également la responsabilisation des différents responsables au niveau des Guichets Fonciers afin de faire respecter leur domaine de compétences et prévenir ainsi les conflits fonciers causés par des empiètements éventuels entre titres fonciers et certificats fonciers, d'où la prolifération de nombreux litiges fonciers portés devant les tribunaux depuis 2006. Actuellement, 1/3 des Communes à Madagascar sont pourvues de dispositifs de Guichets Fonciers avec 554 Guichets Fonciers sur 1695 Communes. Aussi, ce projet de loi offre la possibilité aux usagers de ces Communes de certifier leur propriété privée non titrée par les Services fonciers en attendant l'implantation des Guichets Fonciers. Néanmoins, les Communes couvertes de titres fonciers ou cadastres n'ont plus besoin de Guichets Fonciers. Avec l'acquisition des images satellitaires de couverture nationale de très haute résolution ambitionnée par le MATP cette année 2021, sur financement de la Banque Mondiale, le coût de la sécurisation foncière en général va diminuer. Par ailleurs, le projet de loi N°003/2021 portant sur les procédures de reconstitution des archives (Boky rovitra et Sari-tany rovitra) a également été adopté par le Sénat, jeudi dernier.

Tourisme – Des doutes planent sur « la reprise »

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 3 JUILLET 2021

Reprendre. C'est le mot d'ordre parmi les principaux acteurs du tourisme. Comme cet appel à manifestation d'intérêts lancé par le ministère de tutelle. À l'endroit des investisseurs désireux de gérer les hôtels et restaurants des Thermes d'Antsirabe et de Betty Plage de Sainte-Marie. Deux joyaux du patrimoine hôtelier de l'État, en décrépitude avancée, nécessitant de sérieux liftings.

Si le contenu de ce communiqué n'a rien de suspicieux avec les précisions utiles sur ce que l'État attend des éventuels repreneurs, au titre du cahier

des charges, un détail a intrigué les observateurs. Le délai de dépôt des dossiers de candidature est fixé au plus tard le 9 juillet. Alors que tout n'a été rendu public que quelques jours plus tôt. Aussi, beaucoup se demandent qui pourrait respecter un tel timing assez serré. Avec les multiples paperasses à fournir et les diverses formalités à remplir. Sinon, des opérateurs déjà au fait et ayant eu vent des contours du projet en coulisses, bien avant les autres. Cette initiative du ministère a été d'autant plus surprenante qu'elle se

manifeste à un moment où les activités touristiques vivent encore au ralenti. Par l'incertitude sur le retour à la normale des trafics aériens. Encore tributaire de la réouverture des frontières aériennes. Quels soumissionnaires « sérieux » seraient assez inconscients pour se lancer dans cette aventure plus que périlleuse ? Seuls ceux qui ont un filet de sécurité, un épais matelas de devises par exemple, seraient intéressés par cette offre « alléchante ». Ils se comptent sur les doigts d'une seule main.

- 5 -

Sous le parrainage de:



Co-organisé par:



En partenariat avec:



6e ÉDITION SALON RSE & IDD
Partenariats pour le Développement Durable
15 - 16 juillet 2021

En mode digital

sponsors platinum:



Sponsors gold:



Sponsors silver:



Partenaires digitaux / diffuseurs:



Développement – La riziculture face à l'écueil psychologique

L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 5 JUILLET 2021

Diverses mesures ont été prises, ces derniers temps, pour booster la production rizicole à travers le pays mais il a été toujours difficile d'atteindre une véritable autonomie, et d'assurer les demandes du marché local.

Introduite récemment, la variété de riz chinois Weichu est censée plus particulièrement adaptée au climat subtropical de la Grande île. Un climat marqué par la chaleur et l'humidité d'octobre à mars et par une saison sèche et fraîche à partir du mois d'avril sur les terres centrales. Des centaines d'agriculteurs semblaient attirés par l'idée d'un rendement de 8 à 10 tonnes à l'hectare dans les zones pilotes du centre du pays pour promouvoir cette variété.

À la première récolte, certains d'entre eux parvenaient effectivement à une moyenne de rendement de plus de 8 tonnes dans la localité de Mahitsy, déjà habituée à la coopération avec les Chinois. Ce genre de coopération est plutôt vu d'un très bon œil par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). « La collaboration est essentielle si l'on veut construire un secteur agricole plus solide et plus résilient à l'échelle mondiale, qui améliore la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance pour tous » selon l'organisation onusienne.

Accélérer la formation

Face aux premiers résultats, la formation de milliers d'agriculteurs et de techniciens a été programmée. Ceux qui ont déjà passé plusieurs années dans le milieu de la vulgarisation agricole à Madagascar ne cachent toutefois pas un certain scepticisme. Car au fil des années et des générations, inculquer une nouvelle approche culturelle n'a jamais été une évidence ; Des milliers de paysans rechignaient à adopter les nouvelles techniques pour différents motifs. L'introduction de la variété 1632 de type Japonica dans les années 80 a

suscité, à cet effet, beaucoup d'espoir. Mais la désillusion n'a pas tardé à la constatation du rejet de la technique culturale par des centaines de paysans qui avaient beaucoup de mal à se défaire des anciennes pratiques malgré un rendement multiplié par quatre. « Dans la région de Fianarantsoa, des paysans se plaignent de devoir se courber le dos pendant plusieurs heures pour le repiquage du fait de la petite taille du plant de riz », se souvient un vulgarisateur.

Pourtant, le riz Japonica représente actuellement 20% de la production mondiale, grâce à des plantations localisées essentiellement en Europe, en Australie et aux États-Unis, en Californie. En Europe, des Italiens apprécient plus particulièrement le Japonica pour la préparation du risotto. Mais très peu de cultivateurs malgaches l'ont adopté malgré un rendement pouvant dépasser les 8 tonnes à l'hectare.

À quand l'autosuffisance ? Au fil des ans, on ne cesse ainsi de remettre au lendemain l'éventualité d'une autosuffisance en riz. « Les vulgarisateurs et les ingénieurs ont fait ce qu'ils pouvaient, mais l'aspect psychologique a souvent pris le dessus », explique notre interlocuteur. « L'adoption d'une nouvelle technique n'est pas toujours aisée puisque cela demande plus d'effort et nécessite un changement d'habitudes ancrées depuis plusieurs décennies chez les paysans », explique-t-il ; C'est l'une des raisons qui ont fait que le système de riziculture intensive (SRI) promu par le prêtre jésuite Henri de Laulanié et l'association Tefisaina depuis les années 80 n'a pas été suffisamment adopté par les riziculteurs.

Le SRI a pourtant l'avantage de ne pas nécessiter des intrants onéreux qui pourraient grever les porte monnaies des paysans. Au fil des ans, le retour



Plusieurs essais ont été tentés pour augmenter le rendement à l'hectare.

aux anciennes pratiques a été constaté à différents endroits de la Grande île où on a promu le SRI. La technique a été cependant adoptée dans un certain nombre de pays d'Asie et d'Afrique. Le Mali, à titre d'exemple, fait partie des pays qui ont introduit le SRI en 2007. La moyenne du rendement de la riziculture est en tout cas passée de 3 tonnes à 4,5 tonnes à l'hectare au cours des dernières années dans ce pays, contre une moyenne de 2,45 tonnes pour Madagascar.

« Aussi paradoxal que cela puisse paraître, Madagascar est loin d'être le champion mondial du SRI, appelé aussi « Malagasy Rice System ». Ce système innovant de production rizicole connu pour sa forte productivité et ses faibles impacts sur l'environnement peine à s'imposer dans les habitudes culturelles des paysans malgaches même si l'île en est incontestablement le berceau » a déjà fait remarquer Rijaharilala Razafimanantsoa, du groupement SRI Madagascar, il y a quelques temps.

Les nouvelles méthodes culturales et l'adoption de nouvelles variétés de riz devaient pouvoir booster depuis longtemps la production dans la Grande île. Mais les faits sont têtus. L'autosuffisance en riz, on en parlait depuis toujours. Mais, cette année encore, Madagascar devra importer plus de 300 000 tonnes de riz pour répondre aux besoins du marché. Une importation qui a augmenté par rapport à celle de 2020.

08 | 09 | 10
JUILLET
2021

JARDIN
ANTANINARENINA





ENTRÉE
GRATUITE

3^e EDITION

TSENABEN'NY
FIZAHANTANY

SALON DES BONS PLANS TOURISME

Démocratisation du gaz domestique à Madagascar - Des kits complets distribués gratuitement

ROVA RANDRIA | LA VÉRITÉ | 5 JUILLET 2021

15 000 ménages ciblés. Pour la démocratisation de l'usage du gaz domestique comme principale source d'énergie à la maison, la baisse de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 20% à 5% n'est que le début. L'année dernière, le Comité malgache du butane (CMDB) a sollicité la collaboration du ministère de l'Environnement et du Développement durable (MEDD) et celui de l'Economie et des Finances (MEF) afin d'obtenir ce résultat. Toutefois, cette réduction de la TVA va induire plusieurs actions de la part des opérateurs dont la distribution gratuite de kits complets pour la première année de l'application de la nouvelle taxe. Ce kit complet se compose notamment de la consignation de la bouteille de gaz, du brûleur mais aussi du «fatapera». L'achat de ces derniers constitue en effet, le principal frein à l'utilisation du gaz domestique par les ménages malagasy. C'est pourquoi, en plus de cette distribution gratuite, il y aura une promotion de près de 80% sur le kit de première acquisition.

En prenant par exemple, le prix d'une bouteille à gaz de 9kg de Vitogaz, l'on peut observer que le coût total d'accès à du gaz domestique est de 164 000 ariary actuellement, dont 112 200 ariary pour le kit de première acquisition comprenant la consignation



de la bouteille de gaz vide, le brûleur et le «fatapera». En appliquant la baisse de 80%, la valeur de ce kit descend alors à seulement 22 440 ariary. Toutefois, cette promotion ne s'appliquera qu'à 9 000 kits seulement. «Ces mesures visent surtout à faciliter l'accès au gaz et à le rendre plus attractif, surtout face à notre concurrent direct : le charbon de bois. Elles seront accompagnées d'une campagne à forte portée pédagogique en lien avec le ministère de l'Environnement et du Développement durable. Le gaz butane est plus propre, plus sécurisé, plus pratique mais surtout moins dangereux pour la santé des usagers» soutient Olivier Gasbarian, président du Comité malgache de butane, vendredi dernier, au Carlton Anosy.

En effet, moins de 3% de la population seulement utilise le gaz de butane dans la Grande île. La majorité des consommateurs, soit 92%, utilisent

le charbon de bois. «Avec une consommation annuelle de 450 000 tonnes, nous comprenons désormais la principale origine de la déforestation à Madagascar, sachant que pour une tonne de charbon, il faut au moins une tonne de bois. De plus, la valeur ajoutée transformée en charbon est des plus basses. C'est pourquoi, il est important d'entamer la transition énergétique. Et nous commençons aujourd'hui avec le gaz butane. Pour arriver à une transition énergétique effective, nous devons encore fournir beaucoup d'efforts» explique Vahinala Raharinirina Baomiatotse, ministre de l'Environnement et du Développement durable. La baisse de la TVA à 5% a coûté près de 5 milliards d'ariary de revenus pour les finances publiques. Mais si cela permet de réduire drastiquement la déforestation, le pays en sort plus que gagnant.

Ces mesures font suite à la convention signée vendredi dernier par le MEDD, le MEF et le CMDB pour la démocratisation du gaz butane. Cette convention est le résultat de six mois de travail entre les trois parties. En tout cas, des actions comme la baisse de 9% du prix du gaz ou encore la proposition de format plus petit de 4kg ont déjà été prises par les opérateurs depuis la baisse de la TVA.

OMNIS – 45 ans : Coopération ouverte avec la CUA

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 5 JUILLET 2021

Deux entités à la recherche du développement. C'est dans cette optique que l'Office des Mines nationales et des Industries stratégiques (OMNIS) et la Commune urbaine d'Antananarivo (CUA) comptent nouer des partenariats. Une première rencontre s'est tenue, la semaine dernière, entre le DG pi

de l'OMNIS, Nantenaina Rasolonirina et le maire Naina Andriantsitohaina, au cours de laquelle il a été décidé que les manifestations organisées par OMNIS, notamment les conférences-débats, séminaires mixtes (virtuel et présentiel) et séances d'information se tiendront à l'Hôtel de Ville Analakely, du 8 au 10 juillet. Nous en reparlerons.



Le DG pi de l'OMNIS, Nantenaina Rasolonirina, reçu par le maire Naina Andriantsitohaina.

- 7 -

Sous le parrainage de:



Co-organisé par:



En partenariat avec:



6e ÉDITION SALON RSE & IDD
Partenariats pour le Développement Durable
15 - 16 juillet 2021

En mode digital

sponsors platinum:



Sponsors gold:



Sponsors silver:



Partenaires digitaux / diffuseurs:



Exportations – Le juteux marché du litchi pour la SIIM

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 5 JUILLET 2021

Le Groupe des exportateurs du litchi, GEL, a jeté son dévolu sur la Société internationale d'importation, SIIM, pour écouler la production malgache en Europe.

Affaire à suivre. Le Groupement des exportateurs de litchi de Madagascar, GEL, a émis un appel à candidature à l'échelle internationale pour diligenter, si l'on peut s'exprimer ainsi, la campagne 2021-2022. Son choix s'est porté pour la Société Internationale d'Importation (SIIM), ayant son siège à Rungis, en France pour un contrat couvrant le marché européen.

La SIIM, filiale du groupe Omer-Decugis & Cie, est connue pour être une spécialiste dans l'importation en Europe des produits exotiques provenant d'Afrique et d'Amérique Latine. Elle a opéré, dans un premier temps, en Afrique de l'Ouest en 1978. Puis, a étendu sa zone d'influence au-delà de ce « pré carré », d'une année à l'autre.

Madagascar, bon an mal an, a toujours été classé troisième producteur mondial de litchi et le premier fournisseur de ce fruit saisonnier, prisé et recherché dans toute l'Europe. Malgré les aléas climatiques, en dépit des tentatives d'imposer un sournois monopole sur le marché local et compte tenu de l'âge avancé des arbres fruitiers, une moyenne, presque une tangente de 16.000 tonnes de litchi venues de Madagascar inondent les halles des commerces des villes du vieux continent. La Grande île arrive ainsi à tenir la dragée haute aux pays concurrents. Cela, depuis la prise de conscience collective que le litchi offre des niches d'opportunités inexploitées auparavant. C'est devenu un débouché stratégique pour le pays. Au détriment des produits de rente habituels. La fameuse trilogie Cavagi ou café-vanille-girofle.

Âpre concurrence

La saison de commercialisation du litchi malgache s'étend entre le début décembre et la fin janvier. Ce qui correspond à la période des fêtes de fin d'années en Europe. Ce petit fruit rouge, bien charnu à l'intérieur, se trouve en bonne place sur les tables dans les chaumières, la soirée de Noël et le jour du nouvel an. Chez nous, il fait vivre pas moins de trois cent mille personnes, d'une manière directe ou induite. Et fait l'objet de multiples convoitises, animées par une concurrence âpre entre les producteurs et exportateurs locaux, opposant les collecteurs, les transporteurs et les spécialistes du conditionnement, un paramètre essentiel sur la chaîne de la traçabilité vers l'exportation.

Vu sous cet angle, la SIIM vient ainsi d'avoir la mainmise sur un marché plus que juteux. Elle s'apprête à engranger plus de 15 millions d'euros dans cette opération. Elle mise sur, au moins, une cargaison de 8.000 tonnes pour 2021-2022. L'obtention de ce contrat par sa filiale SIIM permet au groupe Omer-Decugis & Cie de s'attendre à une croissance soutenue pour le groupe sur la période 2021- 2025. Omer-Decugis &



Vincent Omer Decugis satisfait du contrat avec le GEL.

Cie, la maison mère de la SIIM, a réalisé un chiffre d'affaires global de 120 millions d'euros en 2020. Avec des importations en Europe de plus de 100 000 tonnes de fruits et légumes, emballés sous le sceau de l'exotisme.

Son Pdg, Vincent OmerDecugis, s'en réjouit et s'en félicite par des termes élogieux, empreints de reconnaissance. «C'est une grande fierté d'avoir acquis la confiance des exportateurs malgaches pour l'organisation de la distribution du litchi local dès la campagne 2021/2022, organisée au niveau international par le GEL sous la supervision et l'égide du ministère malgache chargé du Commerce. Certifiée Global G.A.P, Grasp et disposant d'une offre certifiée Fairtrade par Flocert, la filière du litchi malgache s'est développée sur des protocoles de production intégrant les trois piliers essentiels de l'agriculture durable que sont la sécurité sanitaire, le respect de l'environnement, des conditions de travail socialement responsables ». Il poursuit: « le tout au service de la qualité gustative du fruit, à la saveur unique et raffinée. Avec l'aide de nos savoir-faire réciproques et de nos synergies dans la gestion d'une campagne saisonnière, notamment dans l'organisation de chaînes logistiques performantes, nous avons toutes les raisons d'intégrer le litchi à notre gamme d'exotiques. Au delà du succès de la commercialisation du litchi en France et au niveau européen pour les prochaines fêtes de fin d'année, notre action s'inscrit dans un cadre de partenariat de long terme permettant d'accompagner le développement durable de la filière à Madagascar». Le litchi voit l'avenir en...rose.

08 | 09 | 10
JUILLET
2021

JARDIN
ANTANINARENINA

ENTRÉE
GRATUITE

3^e EDITION

**TSENABEN'NY
FIZAHANTANY**

SALON DES BONS PLANS TOURISME

« Tsenaben'ny fizahantany »: Bons plans tourisme, mis en avant

RIANA R. | LES NOUVELLES | 5 JUILLET 2021

Le salon « Tsenaben'ny fizahantany » qui se tiendra au jardin d'Antaninarenina, du 8 au 10 juillet, est à sa troisième édition. L'événement présente essentiellement des offres aux touristes locaux en vue des prochaines vacances scolaires.

Trente-quatre professionnels dans le tourisme présenteront leurs offres durant la 3e édition du salon « Tsenaben'ny Fizahantany ». Les organisateurs, à savoir le ministère des Transports, du tourisme et de la météorologie (MTTM), ainsi que l'Office national du tourisme de Madagascar (ONTM), s'apprêtent à accueillir 7.000 visiteurs. La promotion du tourisme local se poursuit face aux restrictions liées à la crise sanitaire mondiale qui perdure.

« Le but est de faire du salon Tsenaben'ny Fizahantany un lieu de rencontre privilégié entre les opérateurs touristiques locaux et les Malagasy. On proposera aux visiteurs des offres de voyage promotionnelles allant jusqu'à moins 50%, spécialement conçues pour les nationaux », affirme le MTTM.

Nouvelles offres

La diversification des offres fait partie de la stratégie des opérateurs



pour attirer le plus de touristes. On trouvera au prochain salon des offres sous format « Journée » et « Randonnée » permettant de découvrir en un jour des destinations comme le parc tropical Farankaraina, la destination Andrambovato ou encore Sahambavy à travers la célèbre ligne ferroviaire Fianarantsoa - Côte Est (FCE). En outre, des concepteurs de voyages professionnels organisent également des mini-croisières sur le canal des Pangalanes. Du côté du Canal de Mozambique, des croisières dans les archipels Mitsio et Radama seront

également à découvrir au « Tsenaben'ny Fizahantany ». Les activités « Bien-être » font aussi partie des nouveautés de cette nouvelle édition. Les touristes locaux connaissent peu ce produit touristique très répandu dans les destinations étrangères.

A travers ces innovations, force est de constater que les professionnels du tourisme mettent tous les atouts de leur côté pour séduire les touristes locaux. Toutefois, ce marché représente encore un faible part dans le secteur du tourisme à Madagascar, précisent les opérateurs.

Ressources naturelles – Le bois de fer en question

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 5 JUILLET 2021

Une précision ou un éclaircissement s'impose en cette période où le département en charge des eaux et forêts s'accroche à la tolérance zéro. Comme quoi «le bois de fer, dont une évacuation est en cours ces derniers temps dans la ville de Tolagnaro, n'est pas du bois de rose» selon Rinah Razafindrabe, directeur des Aires protégées, des Ressources naturelles et des Écosystèmes (DAPRNE) du ministère. Connu en langue malagasy comme «Endranedrana» ou «Fantsinako», le bois de fer, de son nom scientifique «Humbertia madagascariensis», est une plante endémique de Madagascar. À l'âge de sa maturité, cet arbre peut atteindre 30 m de hauteur et le bois est très dur. Le bois de fer n'est pas classé dans les catégories des arbres

du groupe des bois précieux, selon le classement de la CITES. Il fait partie des bois ordinaires dont l'exploitation avait fait l'objet d'un embargo en janvier 2019.

La ministre Vahinala Baomiatse Raharinirina, en lien avec les groupements utilisateurs du bois et sur aval du gouvernement, a débloqué cette situation en octobre 2020 et d'accorder l'évacuation des bois ordinaires. Et «Il s'agit précisément des bois non précieux, donc ni palissandre, ni bois d'ébène, ni bois de rose» insiste notre confrère James Ramarosaona, en sa qualité de conseiller de madame la ministre. Le processus d'évacuation de bois de fer de Tolagnaro se déroule ainsi dans la stricte légalité. En outre, celle-ci s'est tenue collégialement avec les



Le bois de fer fait partie des bois ordinaires.

directions régionales du ministère de tutelle, du ministère de l'Aménagement du territoire et des Agents douaniers de la localité.

Par ailleurs, les évacuations de bois ordinaires des autres régions se poursuivent dans les règles de l'art. Celle de Sofia va démarrer incessamment cette semaine.

- 9 -

Sous le parrainage de:



Co-organisé par:



En partenariat avec:



6e ÉDITION SALON RSE & IDD
Partenariats pour le Développement Durable
15 - 16 juillet 2021

En mode digital

sponsors platinum:



Sponsors gold:



Sponsors silver:



Partenaires digitaux / diffuseurs:



Indépendance day – Clin d'oeil économique aux États-Unis

GARRY FABRICE RANAIVOSON | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 5 JUILLET 2021

Développer davantage les relations commerciales entre Madagascar et les États-Unis. Voilà le souhait étatique affirmé par Djacoba Tehindrazanarivelo, ministre des Affaires étrangères, dans son discours à l'occasion de la fête nationale américaine, hier.

Soulignant le partenariat entre la Grande île et les USA dans le secteur social, le chef de la diplomatie soutient, toutefois, que «le commerce et l'entrepreneuriat sont des moyens plus efficaces pour réduire la pauvreté. C'est pourquoi Madagascar souhaiterait voir ses relations commerciales avec les États-Unis se développer davantage».

Le ministre des Affaires étrangères indique que «l'Africa growth and Opportunity Act» (AGOA), est déjà une opportunité pour Madagascar. La preuve, selon ses dires, la balance commerciale entre les deux pays est en faveur de la Grande île. Madagascar, par le biais de son chef de la diplomatie, affirme, cependant, en vouloir plus et être prêt à élargir le panel de produits d'échange commercial avec les États-Unis.

«Il y a encore une grande marge de manœuvre car notre pays regorge de multiples opportunités d'affaires et d'investissement que le gouvernement



Le ministre Tehindrazanarivelo lors de la remise de distinction honorifique à l'ancien ambassadeur des États-Unis, le 4 juin.

serait heureux d'ouvrir aux entreprises américaines sur la base d'un engagement durable et mutuellement bénéfique», déclare le ministre Tehindrazanarivelo.

Obstacles

Dans son allocution, hier toujours, Tobias Glusksman, chargé d'affaires à l'ambassade des États-Unis, a également, touché mot sur les relations commerciales entre les deux pays. «Nous avons hâte du moment où nous pourrions développer notre coopération commerciale et le développement économique par le biais de l'équipe Deal de l'ambassade, qui facilite les investissements dans les grands secteurs», indique le diplomate.

Dans son discours d'adieu publié sur

la page Facebook de l'ambassade américaine, le 18 juin, Michael Pelletier, ancien ambassadeur des USA, a lui aussi souligné le rôle important du secteur privé dans le développement. Il a affirmé que «la communauté commerciale américaine reste intéressée par le marché malgache». Ceci, «malgré les obstacles actuels à l'investissement», sans plus de précision.

Tobias Glusksman rappelle que parmi les axes de coopération entre les États-Unis et les acteurs malgaches figurent toujours les efforts dans la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption et le respect des droits de l'homme. Le contexte sanitaire étant toujours aléatoire, l'Indépendance day a été marquée par un événement en ligne. Le renforcement de la coopération entre Madagascar et les États-Unis a été le fil conducteur des deux orateurs. Outre la coopération économique, le ministre Tehindrazanarivelo a, aussi, soulevé le partenariat en matière de sécurité et de défense. «La coopération avec les États-Unis dans le domaine de la sécurité maritime est pour Madagascar, la plus grande île de la zone sud-ouest de l'Océan Indien, l'un des volets appelés à se renforcer», déclare-t-il.

Vanille: début de campagne marqué par des différends

ARH | LES NOUVELLES | 6 JUILLET 2021

La campagne de vanille dans les régions côtières comme dans l'Atsinanana, a débuté officiellement hier. Le prix de référence pour la vanille verte au titre de la campagne 2021-2022 proposé par le ministère du Commerce et celui des Finances, est de 75.000 ariary le kilo sur le marché local. La vanille préparée est à 250 dollars par kg pour le prix minimum à l'exportation.

Ces prix ont effectivement été définis suivant le circulaire interministériel 062-21/MEF/MAEP/MICA-MIN du 30 juin 2021. Mais, ils ne sont pas toujours respectés. Ceux-ci semblent bien loin des 200.000 ariary de 2018 et 2019. Les producteurs des régions Sava et Sofia ont notamment

proposé ce prix de 200.000 ariary mais les acheteurs ont fait marche arrière sans faire une contre-proposition.

Pour dire que cette année, le début de la campagne de vanille a été marqué par un différend entre les acteurs sur la fixation du prix de référence. Cette situation est considérée par les opérateurs comme étant principale source de la fragilisation de la filière. Décidément, les membres du Conseil national de la vanille (CNV), établi très récemment, auront la lourde tâche de résoudre cette situation afin de préserver ce secteur.

Lors de la campagne 2020-2021, la Grande île a pu exporter plus de 2.050 tonnes de vanille vers près d'une



trentaine de pays. Selon le ministère du Commerce, de l'industrie et de l'artisanat, cette quantité de vanille exportée l'an passé était en légère hausse par rapport à celle de l'année précédente. Cette campagne a été prolongée d'un mois, jusqu'au 30 juin, suite à la demande des opérateurs.

- 10 -

08 | 09 | 10
JUILLET
2021

JARDIN
ANTANINARENINA

ENTRÉE
GRATUITE

3^e EDITION

**TSENABEN'NY
FIZAHANTANY**

SALON DES BONS PLANS TOURISME

Marché des devises - Les monnaies de référence enfoncent l'ariary

HARY RAKOTO | LA VÉRITÉ | 6 JUILLET 2021

Il est difficile d'imaginer que la valeur de l'euro redescendra en deça de la barre symbolique des 4 500 unités de la monnaie nationale. C'est le constat exposé par certains observateurs suite à la dégringolade de l'ariary ces derniers temps sur le marché interbancaire des devises. En effet, il y a encore une semaine, durant le week-end de célébration de la Fête nationale, la valeur d'un euro oscillait entre 4 505 et 4 521 ariary. Hier, la monnaie européenne était égale à 4 641,72 ariary.

Certes, en mi-juin, la Banque centrale enregistrait un pic d'un peu plus de 4 700 ariary. Cependant, le contexte actuel a conduit ces observateurs à formuler cette crainte annonçant le fait que malheureusement, la valeur de la monnaie nationale face à ces monnaies de référence que sont l'euro et le dollar aura encore du mal à remonter la pente. « Ce n'est pas encore ce que l'on qualifiera de dégringolade effrénée ou de descente aux enfers de notre monnaie. Mais il est clair que les performances de l'ariary face à l'euro et au dollar est en



train de stagner et sa situation ne va pas en s'améliorant avec les impacts de la crise sanitaire durant laquelle la balance commerciale a subi des gaps non négligeables en défaveur de l'ariary », déplore un membre du cercle de réflexion des économistes. Une façon pour ce responsable d'expliquer qu'à la consommation, le flux des importations reste inchangé car la grande partie des produits de consommation malagasy sont encore importés de l'étranger, tandis que les produits que nous exportons ont largement diminué à cause des impacts de la pandémie.

En effet, malgré les plans de relance, les secteurs les plus pourvoyeurs de devises - à l'instar de l'industrie minière, le textile, le tourisme et la pêche - n'ont

pas encore pu atteindre leur vitesse de croisière. Ils ne font presque plus entrer des devises. Raison pour lesquelles, les autorités ont axé leurs efforts sur l'incitation au rapatriement. D'ailleurs, si l'on se réfère au suivi annuel effectué par les autorités compétentes sur ce point durant l'année dernière, il y a eu une nette amélioration dans la mesure où 4,3 milliards d'ariary ont été rapatriés de façon effective en 2020, sur un engagement de rapatriement de cinq milliards d'ariary, annoncé par les responsables. Des chiffres qui affichent un taux de rapatriement d'un peu moins de 90 % après l'opérationnalisation du Système intégré de gestion des opérations de changes. Mais la dévaluation continue d'affecter la monnaie nationale malgré les efforts de rapatriement des devises, ce inquiète tout de même les observateurs dans la mesure où le contexte représente une porte ouverte à une inflation potentielle. Il faut savoir que la dépréciation de l'ariary a des impacts considérables sur le pouvoir d'achat de la majeure partie des consommateurs malagasy.

Filières d'exportation : Mise en conformité aux nouvelles réglementations européennes pour SAVA

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 6 JUILLET 2021

Les principaux acteurs des filières végétales œuvrant à l'exportation vers le marché européen dans la région SAVA se sont réunis dernièrement dans le cadre d'un atelier d'information sur les nouvelles réglementations européennes en la matière.

Il a été organisé conjointement par le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche et le programme RINDRA, financé par l'Union Européenne. L'objectif est la mise en conformité des produits agricoles de Madagascar par rapport aux nouvelles réglementations qui régissent depuis fin 2019 les conditions d'accès au marché en matière phytosanitaire, sanitaire ainsi que pour les productions issues de l'agriculture biologique. Pour le cas de la SAVA, la vanille constitue le principal produit exporté vers le marché européen. Toutes les parties prenantes œuvrant dans cette filière, ont participé activement à cet atelier. On peut citer, entre autres, des représentants des groupements de producteurs, des préparateurs et des exportateurs de vanille, des sociétés exportatrices de vanille conventionnelle et bio, ainsi que des représentants des autorités administratives et élus locaux. Des résolutions ont été émises à travers de

nouveaux engagements de toutes ces parties prenantes pour permettre à Madagascar de se conformer aux dispositions internationales en matière sanitaire et phytosanitaire.

Impacts directs. Il s'agit notamment de nouveaux engagements visant à rehausser la qualité et l'image des produits de Madagascar qui, au cours des dernières années, ont fait l'objet de nombreux cas de non conformité lors des contrôles aux frontières de l'Union Européenne. La restauration de la confiance des pays européens importateurs partenaires et la perception des impacts directs sur l'augmentation des flux commerciaux des produits de qualité au niveau international, dont l'Union Européenne et l'Océan Indien, est également de mise. Il est à noter que d'autres ateliers similaires seront organisés prochainement à Mahajanga, Toamasina et Ambanja.

- 11 -

Sous le parrainage de:



Co-organisé par:



En partenariat avec:



6e ÉDITION SALON RSE & IDD
Partenariats pour le Développement Durable
15 - 16 juillet 2021

En mode digital

sponsors platinum:



Sponsors gold:



Sponsors silver:



Partenaires digitaux / diffuseurs:



Hydrocarbures et minerais stratégiques : des richesses qui demeurent sous-explorées

ARH | LES NOUVELLES | 6 JUILLET 2021

Madagascar est un pays riche en ressources naturelles dont des minerais stratégiques et des hydrocarbures. Des ressources qui restent toutefois sous-explorées, selon l'Office des mines nationales et des industries stratégiques (Omnis), l'organe régulateur des secteurs pétrolier amont et minier national.

Madagascar dispose de cinq bassins sédimentaires à fort potentiel en hydrocarbures qui s'étendent sur une superficie de 820.000 km². A titre d'exemple, Tsimiroro, jusque-là l'un des plus grands succès de l'exploration pétrolière à Madagascar, dispose d'une réserve certifiée de l'ordre de 1,7 milliard de barils. La découverte de gaz sec de très haute qualité à Mahaboboka Sakaraha en 2011 s'avère également prometteuse pour l'électrification de la région sud.

Dans le secteur minier, le sous-sol malagasy renferme des minerais de qualité classés radioactifs et stratégiques comme les éléments de terres rares ou l'ilménite de Taolagnaro qui représente 10% du marché mondial. Il y a également des gisements d'uranium comme à Antsirabe, Taolagnaro, Fola-kara et Makay, sans oublier le gisement de charbon de terre de la Sakoa...

Pourtant, «ces ressources demeurent encore sous-explorées et les données

géologiques dont nous disposons ne suffisent pas encore à déterminer exactement la valeur de ces richesses», a expliqué devant la presse, hier, Nantenaina Rasolonirina, directeur général par intérim de l'Omnis.

«Pour ce qui est des ressources pétrolières, les exploitations sont encore dans des phases primaires. Si nous parlons de transition énergétique pouvant laisser désuètes nos ressources en hydrocarbures, nous pouvons affirmer qu'une multitude d'opportunités s'offrent encore à Madagascar étant donné que l'abandon des énergies fossiles ne sera pas encore pour demain», a-t-elle souligné.

45e anniversaire de l'Omnis

Dans ses missions, l'Omnis met en œuvre une politique nationale pour le pétrole en amont, valorise les données géologiques de base et agit en tant que bureau de promotion minière. D'ailleurs, l'office est actuellement placé sous la tutelle du ministère des Mines et des ressources



stratégiques (MMRS). Il représente l'Etat dans la recherche de partenariat, les négociations et la conclusion de contrats avec les compagnies pétrolières et minières opérant sur le territoire malagasy.

Cet office organise diverses manifestations afin de permettre au grand public de mieux cerner ses missions et activités, dont des journées portes ouvertes sous format digital à travers notamment la création d'une plateforme dédiée les 8, 9 et 10 juillet. Ces manifestations font partie des événements programmés pour la célébration de son 45e anniversaire.

Téléphone mobile – Présentation des dernières innovations

VERO ANDRIANARISOA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 6 JUILLET 2021

Le confinement dû aux mesures sanitaires causées par la covid-19 à Madagascar a quelque peu impacté sur de nombreux secteurs et entreprises. La première édition de Telma Business Customer's meeting s'était déroulée au début du mois de l'année à Toamasina.

Vendredi soir, c'était au tour de Mahajanga d'accueillir l'événement organisé par l'opérateur en télécommunication à l'hôtel Baobab Tree. C'était le moment pour les secteurs publics et privés de prendre connaissance du champ des possibilités offertes par le groupe Telma en vue de la concrétisation des futurs projets et de facilitation de leur quotidien. Mais c'était également une opportunité de renforcer la confiance avec les partenaires. L'événement a réuni l'administration publique et le secteur privé dont les opérateurs économiques locaux. Une occasion pour le Groupe de se rapprocher de leurs clients dans la région Boeny. Les nouveaux produits et dernières innovations technologiques telle que M'Balika, Telma ainsi que Mvola ont été présentés. Les services internet 4G, 4G+ et notamment le 5G étaient dévoilés au public. « Telma Madagascar figure parmi les

premiers pays en Afrique à utiliser la fibre optique en illimité et le premier dans le pays à utiliser le 5G. Il était nécessaire de se retrouver après ces quelques mois de confinement éprouvant. Nous voulions montrer à nos partenaires et clients que nous continuons à avancer en dépit de cette situation. Aujourd'hui, on se positionne comme partenaire du développement de l'administration publique et des opérateurs économiques », a souligné l'Administrateur Directeur Général de Telma, Patrick Pisal Hamida.

Pour le Directeur responsable de M'Balika, Santanirina Ramanantoanina, la rencontre avec les partenaires en dehors des bureaux est plutôt agréable. En comparaison avec les autres opérateurs, le groupe se targue de présenter le meilleur tarif notamment en connexion internet. « Nous avons baissé le prix, à 1000 ariary par jour pour une connexion de 3Go pour un mois. De même, avec le facebobaka, 1 000 ariary pour 1 Go c'est moins cher que le frais de bus à 500 ariary en aller et autant pour le retour pour une journée. On est le moins cher », a ajouté l'Administrateur DG.

- 12 -

08 | 09 | 10
JUILLET
2021

JARDIN
ANTANINARENINA

ENTRÉE
GRATUITE

3^e EDITION

TSENABEN'NY
FIZAHANTANY

SALON DES BONS PLANS TOURISME

Dépenses d'investissement : Des efforts particuliers pour l'émergence du Grand Sud

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 6 JUILLET 2021

La loi de finances rectificative pour 2021 prévoit des fonds propres du gouvernement malgache pour débiter les projets prioritaires des régions, plus particulièrement ceux du Sud, ce dernier ayant récemment fait l'objet d'une conférence régionale pour l'émergence.

Fonds propres

Plus que jamais, le gouvernement est parti pour sortir les régions du Sud de l'extrême pauvreté actuelle. Outre les financements émanant des bailleurs de fonds, des dépenses d'investissement seront assurées sur fonds propres. « Le développement dans le Sud de Madagascar fera l'objet d'efforts particuliers dans la programmation des projets d'investissement allant vers des changements transformationnels », lit-on notamment dans la loi de finances rectificative pour 2021. Les investissements publics porteront sur des secteurs clés tels que l'agriculture, l'eau, le capital humain, l'habitat et les infrastructures structurantes. La LFR prévoit notamment « une nouvelle inscription de 1,3 milliards d'ariary qui sera inscrite au titre du paiement de l'assurance sécheresse ARC et 7,4 milliards d'ariary au titre de l'engagement du gouvernement pour le capital humain. »

Aménagements budgétaires

Pour réaliser ces investissements sociaux, des aménagements budgétaires ont été mis en place. « Consécutivement à la diminution des recettes par rapport aux prévisions initiales, quelques ajustements sont nécessaires afin de garder l'équilibre de la loi de finances. Parmi lesquels figurent la révision du volume du Fonds Souverain qui sera fixée à 142,4 milliards d'ariary pour 2021. Les allocations au titre des "Nouveaux Projets Émergents" ont été réestimées à 393,7 milliards d'ariary dont 203 milliards d'ariary pour le secteur social. Leurs utilisations seront mieux ciblées en se basant sur les conférences budgétaires régionales et les décisions issues des concertations avec les autorités locales. Ils seront également inscrits sur une ligne



Le développement du Sud est une grande priorité de l'Etat.

transversale au niveau du ministère de l'Economie et des Finances pour réguler leurs utilisations par rapport au rythme de ces conférences régionales, mais les procédures de leurs exécutions relèveront toujours de la responsabilité de chaque ministère bénéficiaire au fur et à mesure de ces conférences ».

Investissements conséquents

En bref, la relance économique passera inévitablement par des investissements conséquents, notamment dans la construction d'infrastructures économiques et sociales. Les projets prioritaires concernent, entre autres, le renforcement des installations sanitaires, l'aménagement et l'extension des périmètres agricoles, la construction et la rénovation des routes nationales surtout celles desservant les pôles de production et l'aménagement des zones d'émergence industrielle. Les 13 projets prioritaires dans les régions Androy et Anosy identifiés lors du colloque régional pour l'émergence du Sud entrent dans ce cadre. De plus, le

gouvernement mise sur la promotion et le développement des potentialités au niveau des districts pour ancrer la relance et le développement économiques au niveau des territoires, et pour améliorer les effets d'entraînement et réaliser des économies d'échelle. Dans ce cadre, la nouvelle Lettre de Politique de Décentralisation Émergente, adoptée par le Conseil des ministres au mois de mai 2021 orientera les actions gouvernementales. Ce document cadre s'inscrit dans la réalisation du Velirano 12, en l'occurrence, l'autonomisation et la responsabilisation des territoires. La territorialisation des politiques publiques est nécessaire pour asseoir l'émergence économique, sociale et environnementale. Le gouvernement avance ainsi vers l'industrialisation régionale, à travers la valorisation des potentialités agricoles, et minières, notamment de chaque district et la mise en place des unités de production et de transformation. Cette approche renforcera les chaînes de valeurs.

- 13 -

Sous le parrainage de:



Co-organisé par:



En partenariat avec:



6e ÉDITION SALON RSE & IDD
Partenariats pour le Développement Durable
15 - 16 juillet 2021

En mode digital

sponsors platinum:



Sponsors gold:



Sponsors silver:



Partenaires digitaux / diffuseurs:



Tours Opérateurs Professionnels : « Nous sommes prêts pour la réouverture des frontières »

CLAUDIA R. | MA-LAZA | 6 JUILLET 2021

Le tourisme a été le premier secteur impacté par la crise sanitaire. Il est aussi le dernier à se relever. Sa relance est conditionnée par une réouverture des frontières. Les différents acteurs s'y préparent activement.

Les tours opérateurs jouent un rôle majeur dans le secteur du tourisme, ce sont des voyageurs qui vendent la destination Madagascar principalement à l'international. « Il est temps d'ouvrir les frontières. La crise sanitaire a eu des impacts considérables tant dans le domaine social qu'économique. Le second semestre de cette année devrait permettre de récupérer le manque à gagner de l'année 2020 » selon Jonah Ramampionona, président de l'association des Tours Opérateurs Professionnels TOP Madagascar. Pour cette Association, les pertes de l'année dernière sont évaluées à près de 200 millions USD.

Les Tours Opérateurs se disent prêts pour cette réouverture des frontières. « Non seulement les acteurs du tourisme se sont faits vacciner, mais ils ont également suivi des formations sur les



protocoles sanitaires» a ajouté notre interlocuteur. Si certains observateurs craignent le variant delta, les tours opérateurs estiment qu'il faut apprendre à vivre avec le coronavirus. « Il faut tenir compte de l'économie et du social » a soutenu le président de l'association TOP Madagascar.

Le tourisme est à la fois pourvoyeur de devises et créateur d'emplois. Comme il s'agit d'un secteur transversal, la réouverture des frontières générera des revenus à des milliers de foyers. « Nous allons nous aussi nous déplacer et approcher nos collaborateurs à

l'étranger pour restaurer leur confiance » a-t-il enchaîné. Des stratégies de relance du secteur sont déjà prêtes à être mises en place dès la reprise des vols touristiques, comme par exemple l'amélioration des offres.

En collaboration avec le Fonds Malgache pour la Formation Professionnelle FMFP, des membres de l'Association TOP suivent actuellement deux semaines de formation à Ampefiloha. Cet apprentissage porte sur le renforcement des capacités en langue anglaise, en biodiversité et en secourisme. Selon Avo Andriantsisosotra, responsable de formation au niveau de TOP Madagascar, le comportement des consommateurs changera après la pandémie. Un repositionnement stratégique pour conquérir de nouveaux marchés et pour promouvoir le tourisme local est primordial.

Consommation - Les sachets en plastique pullulent toujours sur le marché

ROVA RANDRIA | LA VÉRITÉ | 6 JUILLET 2021

L'usage du sachet en plastique reste une habitude ancrée dans le quotidien des consommateurs malagasy. C'est difficile pour eux de ne pas le demander lors de leurs achats, que ce soit pour emballer des fruits et légumes ou encore des vêtements et des chaussures. « Je fais souvent des achats imprévus.

Les produits que j'achète ne rentrent toujours pas dans mon sac à main, donc je suis forcée d'acheter un sachet en plastique pour les transporter jusqu'à la maison. Au final, j'achète tout le temps ce type d'emballage que ma maison en est remplie », confie avec culpabilité Annie, une mère de famille habitant du côté d'Ambondrona. Et Annie n'est pas la seule à collectionner des sachets en plastique chez elle. Il ne faut donc pas s'étonner que ces produits pullulent toujours sur le marché.

Le décret 2014-1587 du 02 octobre 2017 interdisant la production, l'importation et la vente de sachets en plastique sur le territoire national n'a quasiment rien changé, au contraire. Les usagers sont loin de mesurer les impacts de l'usage de ce produit sur l'environnement, mais plus particulièrement sur la santé. « Ce produit ne peut être dissout. Si on le brûle, il provoque des fumées toxiques provoquant le cancer. Et si on le jette, il bouche les canaux d'évacuation. Nombreux sont les animaux qui ingèrent accidentellement du plastique

comme les zébus et les porcs, ce qui pourrait entraîner leur mort. Les plastiques peuvent même atteindre les océans et les animaux marins les absorbent. Ils finissent d'une façon ou d'une autre dans nos assiettes par la consommation de fruits de mer ou de viande. Les experts évoquent qu'un quart des poissons contiennent déjà du plastique dans leur organisme. Et si cela continue, dans quelques années, le taux de plastique dans les océans surpassera celui des poissons », détaille un responsable au niveau du ministère de l'Environnement et du Développement durable.

Malgré tout cela, aucune action concrète n'a été menée pour diminuer voire supprimer la vente des sachets en plastique sur le marché, en dehors des séances de sensibilisation à l'occasion de la Journée mondiale sans plastique, célébrée annuellement le 3 juillet. Pourtant, il est plus qu'important d'apporter une solution durable sur ce sujet. Les autorités devraient collaborer de près avec les opérateurs et proposer des alternatives à ces produits comme elles l'ont déjà fait avec la transition énergétique, encourageant l'usage du gaz domestique au lieu du charbon de bois, pour obtenir des résultats concrets. Il serait notamment facile de réduire l'utilisation de sacs en plastique par la promotion du recours aux sacs biodégradables.

- 14 -

08 | 09 | 10
JUILLET
2021

JARDIN
ANTANINARENINA





ENTRÉE
GRATUITE

3^e EDITION

TSENABEN'NY
FIZAHANTANY

SALON DES BONS PLANS TOURISME

Autosuffisance en riz en 2023: le ministère de l'Agriculture entend relever le défi

CLAUDIA R. | MA-LAZA | 7 JUILLET 2021

Renforcer la chaîne de valeur riz pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et constituer une base pour l'exportation future. Tels sont objectifs fixés par le ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche (Maep) et le gouvernement japonais dans le « Projet d'appui pour l'amélioration de la productivité et de l'industrialisation du secteur riz (Papriz) », pour les cinq années à venir.

Madagascar vise à atteindre une autosuffisance en riz d'ici 2023 et améliorer la qualité de sa production rizicole pour pouvoir en exporter d'ici cinq ans. Ces visions motivent effectivement le projet Papriz qui entre depuis le mois de mars dans sa troisième phase, la deuxième ayant pris fin en novembre 2020 et est intervenue dans 11 régions.

Papriz 3 devra couvrir les 22 régions de la Grande île. Le Comité de coordination conjointe (JCC), qui prend en charge la présentation du cadre logique et du plan d'opération du projet Papriz, a tenu sa première réunion hier à l'hôtel Colbert Antaninarenina. Harivony Ramananjahary, directeur d'appui à la production végétale au sein du Maep, a expliqué à cette occasion que cette phase du projet « s'intéresse beaucoup plus à l'industrialisation de la chaîne de valeur riz, depuis la production jusqu'à la consommation. En effet, Papriz s'est investi, dans ses deux premières phases,

à vulgariser les paquets techniques. Aujourd'hui, les efforts sont nombreux et la production s'améliore d'année en année malgré les gaps à combler. Nous espérons pouvoir exporter à la fin du projet, d'ici cinq ans ».

Huit sites modèles

La réunion du JCC d'hier s'est focalisée sur l'accès des riziculteurs aux semences certifiées, la mécanisation agricole pour réduire les pertes post-récolte et la mise à disposition locale des engrais minéraux pour augmenter les rendements. Les objectifs consistent à mettre en œuvre un système de chaîne de valeur riz et le renforcer.

Cette rencontre devrait effectivement aboutir à l'identification de huit sites modèles dont l'appui diffère d'une région à l'autre selon le besoin et l'envergure des périmètres d'irrigation. Néanmoins, « la sélection des sites modèles repose sur plusieurs critères. Le site doit être plus accessible, à proximité des consommateurs et très bien situé



géographiquement pour une bonne visibilité par les acteurs de la filière (producteurs, usine de transformation, collecteurs ...) », a souligné en outre Harivony Ramananjahary.

Les directions régionales de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche (Draep) de huit régions (Alaotra Mangoro, Analamanga, Itasy, Bongolava, Vakinankaratra, Boeny, Menabe et Atsimo Andrefana) ont proposé des sites potentiels. Les activités consistent par la suite à schématiser des modèles sur la chaîne de valeur riz et appuyer les organisations paysannes dans les sites identifiés.

Coopération régionale – Un lien fort entre Boeny et l'Inde

VERO ANDRIANARISOA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 7 JUILLET 2021

Pour la première fois, dans la région Boeny et également au niveau de la diplomatie indienne, le représentant de la Diplomatie Indienne, Abhay Kumar, a effectué une visite de courtoisie au gouverneur Mokhtar Andriantomanga, mardi à son bureau à Ampisikina.

L'État et les investisseurs indiens souhaitent instaurer une coopération plus étroite avec la Région Boeny.

Les deux personnalités ont discuté de plusieurs points importants pouvant découler sur une éventuelle et future coopération. Entre autres, dans le secteur culturel ainsi que la haute technologie et l'économie.

« Le partenariat se concentrera davantage sur l'aspect économique. L'élevage, la pêche et le tourisme



L'ambassadeur de l'Inde et le Gouverneur.

sont désormais les bases principales du développement de la région pour dynamiser l'économie locale. Les deux parties sont prêtes à établir une coopération sérieuse », a déclaré le gouverneur Mokhtar Andriantomanga.

De nombreux secteurs et activités peuvent encore être exploitées dans la région Boeny et d'ailleurs la région est

encore très vaste.

Les deux personnalités ont évoqué que de nombreux ressortissants indiens vivent dans la région. Et historiquement, leurs ancêtres faisaient partie des fondateurs de la ville de Mahajanga. La majorité des commerces à Mahajanga sont tenus par des Indiens.

« C'est une des raisons de cette volonté de travailler ensemble. Par ailleurs, l'enseignement à distance en Inde est aussi ouvert aux étudiants à Madagascar », a précisé l'ambassadeur Abhay Kumar. « Dans le domaine de la santé, il est également possible d'acheter des médicaments à un prix inférieur en Inde par rapport aux autres grands pays, selon le diplomate indien.

- 15 -

Sous le parrainage de:



Co-organisé par:



En partenariat avec:



6e ÉDITION SALON RSE & IDD
Partenariats pour le Développement Durable
15 - 16 juillet 2021

En mode digital

sponsors platinum:



Sponsors gold:



Sponsors silver:



Partenaires digitaux / diffuseurs:



Systèmes alimentaires : Une première concertation nationale aura lieu jeudi

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 7 JUILLET 2021

Une première concertation nationale sur les systèmes alimentaires sera organisée le jeudi 8 juillet 2021 à Madagascar.

L'objectif vise à recueillir les engagements de toutes les parties prenantes concernées dans la planification des systèmes alimentaires performants, inclusifs, résilients et durables, ainsi que les réflexions des citoyens et consommateurs malgaches. Cette initiative est placée sous le lead du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche avec l'appui du système des Nations Unies à Madagascar. Compte tenu de la situation sanitaire et par mesure de précaution, la première concertation se fera via la plateforme Zoom avec un relais en direct de l'événement sur la page Facebook spécialement dédiée au projet.

Interagir en commentaires. Près de 700 participants répartis en 50 groupes de discussions seront connectés dans les 22 régions. Un dispositif a été mis en place pour que les participants issus de toutes les régions puissent avoir des points de connexion Internet. Les organisateurs invitent tous les nationaux à se connecter sur la page « Haogha ho an'ny rafitra ara-tsakafo eto Madagasikara » le 8 juillet 2021 de 9h à 13h pour qu'un ensemble de solutions puissent être identifiées. Ce qui contribuera à améliorer les systèmes alimentaires à Madagascar. Les internautes suivront ainsi les débats et pourront interagir en commentaires sur les questions qui seront posées sur des thématiques ayant trait au sujet. Ils pourront également donner leurs points de vue et recommandations pour lutter contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle à Madagascar, selon les organisateurs.

Feuille de route. Il faut savoir que trois thématiques principales



Cet événement sera organisé en ligne vu le contexte Covid.

seront discutées lors de cette première concertation nationale. Ce qui va servir de ligne conductrice à l'élaboration d'une feuille de route qui définira les bases d'une amélioration des systèmes alimentaires nationaux. Ces thématiques porteront notamment sur la promotion de l'accès à une alimentation diversifiée, saine et nutritive, la promotion d'une gouvernance favorisant des moyens de subsistance équitables et résilients ainsi que la promotion d'une production résiliente face au changement climatique assurant la durabilité des ressources naturelles. En tout, l'événement sera placé sous le thème « Population malagasy bien nourrie et en meilleure santé, grâce à des systèmes alimentaires performants, inclusifs, résilients et durables ».

LFR 2021 : 793,2 milliards d'Ariary de pensions

CLAUDIA R. | MA-LAZA | 7 JUILLET 2021

Différentes dépenses ont été réajustées dans la Loi de Finances Rectificatives adoptée la semaine dernière par les deux chambres parlementaires. Il en est ainsi des dépenses de pensions.

Les dépenses de pensions sont prévues à 793,2 milliards d'Ariary dans la LFR 2021 contre 783 milliards d'Ariary dans la LFI 2021, soit une révision à la hausse de 1,3% tel que le précise la Loi 011/2021 portant Loi de Finances Rectificatives pour 2021. Cette hausse sera principalement due à la prise en compte des nouveaux titres de pensions des agents admis à la retraite dans les années antérieures, dont le traitement de leurs dossiers n'a pas pu être achevé à temps.

Les recettes de cotisations par contre se situent à 403,4 milliards d'Ariary selon les prévisions de la LFR 2021 contre 433,9 milliards d'Ariary dans la LFI, soit une baisse de 7%. Il n'y a pas assez d'actifs (cotisants) pour payer les pensions des retraités. Selon les dernières données publiées, le nombre d'agents actifs affiliés à la Caisse de Retraites Civile et Militaire CRCM est de 77.131 contre 115.223 pensionnés.

Pour rappel, les agents employés à courte durée ECD sont payés par le

budget de fonctionnement, pourtant, cotisent auprès de la caisse nationale de prévoyance sociale (CNaPS). Un basculement des agents ECD en agents ELD employés à longue durée a été opéré. Leurs cotisations versées à la CNaPS durant les années antérieures, seront transférées à la caisse de retraite publique sur une période à moyen terme. Néanmoins, un déficit de la caisse de retraite demeure et un renflouement de 389,8 milliards d'Ariary est prévu dans la LFR 2021.

08 | 09 | 10
JUILLET
2021

JARDIN
ANTANINARENINA

ENTRÉE
GRATUITE

3^e EDITION

**TSENABEN'NY
FIZAHANTANY**

SALON DES BONS PLANS TOURISME

Concurrence – La qualité du carburant remonte en surface

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 7 JUILLET 2021

Pour se démarquer des autres et satisfaire la clientèle, Shell vante la qualité et la quantité de ses produits. Une stratégie commerciale devenue nécessaire.

Un cas unique et inique au monde. Les prix affichés par toutes les stations-service, d'une enseigne à l'autre, sont les mêmes. Ici, il est question de vérité et non de... variété des prix. Un gérant à la retraite explique cet état de fait par un contexte particulier. « Puisque les sociétés pétrolières de distribution sont soumises aux mêmes conditions d'importation du carburant. Puisqu'elles sont administrées par le même régime fiscal le long du différentiel des coûts, elles n'ont pas de marge de manœuvre sur les prix de vente, fixés du reste par l'État ».

Il poursuit « un écart de 10 ou de 20 ariary peut faire une grande différence et déboucher sur un marché de monopole. Les clients iront, tels des moutons de Panurge, vers le moins cher sur le marché ». Aussi, la concurrence se décale-t-elle aujourd'hui sur d'autres paramètres adjacents. Comme les péchés mignons bien achalandés dans les boutiques. Souvent accompagnés par une pause café. Ou un coin pour vulcanisation. Quand bien même la grosse part du chiffre d'affaires des stations-service se réalise par la vente des produits dits « blancs ».

Coups de pompe

Shell a trouvé une autre astuce. En

mettant en avant la fiabilité de ses produits, autant sur la qualité que la quantité. Une vaste campagne de publicité, sous forme de sensibilisation, est menée depuis plusieurs jours dans ce sens. Pour éviter d'éventuels coups de pompe ailleurs. D'autres distributeurs ont, de leur côté, imposé le respect de certaines valeurs pour mieux traiter les automobilistes. Avec quelques attentions particulières. Lavage des pare-brises, par exemple.

Toujours dans ce souci de fournir des services de proximité avec tout ce qui se fait de mieux sur place, Vivo Energy Madagascar, la société qui distribue et commercialise les carburants et lubrifiants de marque Shell à Madagascar, et Bosch, le grand fournisseur allemand de pièces de rechange automobiles et techniques, ont annoncé la signature d'un contrat à Madagascar, à travers son représentant Materauto. Pour l'ouverture du premier centre Bosch Car Service sur la station-service Shell Diamondra Andraharo et très bientôt sur la station-service Shell Ankoay By-Pass. Avec l'ouverture de ses deux centres, les automobilistes de passage ou situés dans la capitale peuvent désormais avoir accès à un centre de service de haute qualité.



Shell et Bosch unis pour la bonne cause.

Mondher Bouhouche, directeur général de Vivo Energy Madagascar, s'en félicite: « Ce partenariat confirme l'objectif de Vivo Energy d'apporter continuellement des solutions innovantes à notre clientèle en croissance constante. C'est une excellente opportunité de renforcer la relation clientèle en perfectionnant notre offre de services pour véhicules. Nous sommes confiants qu'avec Bosch, nous resterons à l'avant-garde et procurerons à nos clients des services automobiles et des pièces de rechange de classe mondiale dans nos stations-service Shell. »

Alexandre Dupré, directeur Général de Materauto - représentant Bosch, soutient cette même conviction: « Ce partenariat résulte de la réunion de deux marques et entités partageant les mêmes valeurs dédiées à la clientèle. » Tout a été dit.

JIRAMA : Un tarif dédié aux PME et aux micro-entreprises

CLAUDIA R. | MA-LAZA | 7 JUILLET 2021

Les PME et PMI représentent une part non négligeable de la clientèle de la JIRAMA. Près de 13.000 unités seraient concernées. Cela inclut les ateliers, salons de coiffure, ateliers de soudure, gargaris, cybercafé, restaurant... La plupart de ces autoentrepreneurs font un usage mixte de leur électricité c'est-à-dire ils l'utilisent à la fois pour leurs activités professionnelles et pour leur usage domestique. La JIRAMA va établir une nouvelle grille tarifaire destinée à ces PME/micro-entreprises au cours de



ce deuxième semestre. Pour bénéficier de cette bascule de tarif, elles devront s'inscrire auprès de la JIRAMA. En attendant, ces abonnés qualifiés de «

non résidentiels » restent aux anciens tarifs. Mais, pour que leur inscription soit recevable, ils faudrait que ces entreprises ciblées fassent une démarche de constitution formelle d'entreprise. Passé le mois de septembre, si ces petites entreprises ne sont pas dans la nouvelle grille qui leur est dédiée, elles seront catégorisées dans la grille « Optima ». Elles risquent donc d'entrer dans la tranche de surconsommation et de voir leur facture augmenter de manière importante.

- 17 -

Sous le parrainage de:



Co-organisé par:



En partenariat avec:



6e ÉDITION SALON RSE & IDD
Partenariats pour le Développement Durable
15 - 16 juillet 2021

En mode digital

sponsors platinum:



Sponsors gold:



Sponsors silver:



AKANJO



Partenaires digitaux / diffuseurs:



Lantosoa Rakotomalala – Des mesures pour atténuer la hausse des prix

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 8 JUILLET 2021

En marge du lancement officiel du programme Recamp du Comesa, Lantosoa Rakotomalala, ministre du Commerce, de l'industrie et de l'artisanat, a abordé des sujets relevant de son département.

Les derniers chiffres sur l'Indice des prix à la consommation font jaser. Selon l'Instat, ceux des produits de première nécessité ont varié de 8% depuis le début de l'année. Alors que les portefeuilles des ménages se vident du jour au lendemain. Pour tenir les deux bouts, arrondir chaque mois, chaque foyer doit faire un exercice d'équilibre des plus compliquée. Pour Lantosoa Rakotomalala, ministre du Commerce, de l'industrie et de l'artisanat, MICA, il existe des facteurs exogènes et endogènes comme explications à ces hausses des prix lancées sur une courbe ascendante.

« Nous vivons dans une économie dominée par les importations. Nous ne pouvons pas dicter au marché mondial, à l'Indonésie ou à la Malaisie par exemple, les prix qui nous conviennent. Mais nous pouvons, par contre, agir sur d'autres paramètres où l'État peut intervenir. Comme le régime fiscal. Ou l'amélioration du temps de traitement des bateaux transportant des marchandises au port. Car, cette attente au quai, souvent d'une longueur interminable, a un coût pouvant se répercuter sur les prix à la consommation. Il est important de rendre plus performants les services de l'Administration affectés à ce circuit de distribution ». Mais les réformes fiscales sont souvent compliquées et se décident au niveau du ministère de l'Économie et des finances. Et il existe aussi des produits importants, comme le matériel pour l'édition des livres ou des cahiers, frappés par les taxes d'importation.

Effets néfastes

Elle a aussi insisté sur la volonté du pouvoir à donner une nouvelle impulsion pour l'industrialisation du pays. « Produire sur place du sucre, de la farine et de l'huile reste la meilleure des solutions par l'augmentation de l'offre par rapport à la demande. Une unité industrielle d'huilerie sera bientôt



Lantosoa Rakotomalala, avance des solutions face à l'inflation.

fonctionnelle » a-t-elle révélé. Sans compter les petites exploitations dans le cadre du programme « One district, one factory » ou ODOF, soutenues par le MICA. Mais il existe des aléas incontournables auxquels il faudra s'adapter. Comme les effets néfastes et nuisibles, à l'échelle planétaire, de la pandémie du coronavirus. Le prix d'un conteneur est passé de 3000 à 12 000 dollars. La tonne de l'huile de 500 à 1200 dollars. S'y ajoute la majoration du CAF, Coûts-assurance-fret. « Nous avons mis en place des dispositions pour aider les importateurs qui subissent aussi les contrecoups de la crise sanitaire » souligne Lantosoa Rakotomalala.

Elle a aussi suggéré la réorganisation du marché local du riz. Infesté qu'il est par des spéculateurs en tous genres. « Des gens s'improvisent collecteurs avec un fonds financier consistant. Sans avoir les compétences requises par les métiers liés au riz. La professionnalisation de cette filière s'impose ». Il est anormal qu'en pleine période de pointe de la moisson, les prix au kilo du riz n'ont amorcé qu'une petite décrue. Le canal de distribution s'allonge par la multiplication du nombre d'intervenants. Ce qui alourdit le prix de revient.

Du riz au « kapoaka », il n'y a qu'un pas que la ministre a franchi avec aisance. Pour elle, « l'idée a été d'uniformiser la contenance de cet instrument de mesure utilisé uniquement à Madagascar. Des gens ont ironisé sur ce projet. Alors qu'il s'agit d'une opération vitale pour les consommateurs. À ce propos, le président de la république, Andry Rajoelina, a alloué un budget spécial pour le contrôle effectif des instruments de mesure dans tout Madagascar. Même les balances électroniques et les jauges des stations-services peuvent commettre des erreurs. Au détriment des consommateurs » a-t-elle mentionné. Enfin, sur la chute des cours de la vanille dont la campagne dans le Sava a débuté le 5 juillet, Lantosoa Rakotomalala a pris à contre-pied ses détracteurs. « Être sous les feux roulants des critique signifie que le ministère travaille. La circulaire y afférent n'a fixé qu'un prix plancher du kilo de la vanille verte. Mais, encore une fois, le mécanisme de l'offre et de la demande a imposé sa loi. Acheteurs et vendeurs affichent leurs ambitions sur un tableau comme au cours des ventes aux enchères » a-t-elle conclu. Ses mises au point, fort à propos, ont eu le mérite de dissiper doutes et incompréhensions.

- 18 -

08 | 09 | 10
JUILLET
2021

JARDIN
ANTANINARENINA

ENTRÉE
GRATUITE

3^e EDITION

**TSENABEN'NY
FIZAHANTANY**

SALON DES BONS PLANS TOURISME

MINISTRE DES TRANSPORTS, DU TOURISME
ET DE LA MÉTÉOROLOGIE

MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'ARTISANAT

FAPBM : Un fonds exceptionnel de plus de 5,7 milliards Ar pour MNP

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 8 JUILLET 2021

Madagascar National Parks (MNP), qui gère des aires protégées éparpillées sur tout le territoire national, fait face à un gap de financement. En effet, son budget annuel a été amputé de 35% en raison de l'impact de la crise sanitaire liée à la Covid-19 sur le secteur tourisme. Le nombre de visiteurs des parcs nationaux a chuté considérablement. Ce qui constitue ainsi une menace pour la conservation du patrimoine naturel de la Grande île. Pour y remédier, la FAPBM (Fondation pour les Aires Protégées et la Biodiversité de Madagascar) a alloué tout récemment un fonds exceptionnel d'une valeur de plus de 5,7 milliards Ar en faveur de MNP.

Importance économique. Ce qui permettra de financer les activités de conservation dans 17 aires protégées couvrant une superficie totale de 1.422.488 ha. On peut citer, entre autres, les parcs nationaux de Bemaraha, Andringitra, Ranomafana et Masoala qui sont labellisés patrimoine mondial de l'UNESCO. Bien au-delà de leur valeur touristique, ces parcs nationaux ont une importance économique pour les communautés, a-t-on évoqué. A titre d'illustration, les forêts du Parc national de Ranomafana approvisionnent et abritent le réservoir d'eau

de la station hydro-électrique de Namorona, qui se trouve à proximité du parc. Quant au Parc de Masoala, il protège les réseaux hydrographiques et les sources d'eau alimentant les bassins de la région ainsi qu'une partie de la cuvette d'Andapa. Le Parc national d'Andringitra, pour sa part, abrite de nombreuses sources d'eau irriguant les plaines du plateau d'Ihorombe jusque dans le Sud de Madagascar. La préservation de ces ressources naturelles devient aujourd'hui une urgence face à la recrudescence des menaces, a-t-on soulevé.

Premières cibles. Il faut savoir également que le niveau de menaces des aires protégées de MNP financées par la FAPBM a fait un bond avec un nombre de points de feux passé de 600 à 1.100 entre 2019 et 2020. Des études récentes ont montré que, comme dans toute crise sanitaire traversée par le pays, les populations se tournent vers l'exploitation des ressources naturelles pour leur survie. Les aires protégées constituent alors une des premières cibles. Cependant, les noyaux durs, appelés le cœur des forêts, ont été épargnés grâce à des systèmes de contrôle et de surveillance, a-t-on appris.

Filière vanille – Les prix en dégringolade sans fin

J.P. | LES NOUVELLES | 8 JUILLET 2021

Peu d'évolution. « Nous n'avons pas encore entamé l'ouverture de la campagne pour notre localité car le prix constitue un blocage pour nous collecteurs, et les planteurs » s'est exprimé Jacques R., collecteur de vanille à Maroantsetra, région Analanjirofo. Le prix plancher d'un kilo de vanille verte, imposé par le ministère de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat (MICA) avec le Conseil national de la vanille (CNV) est de 75 000 ariary. « Les planteurs nous proposent 100 000 ariary le kilo. C'est cher pour nous car il faut toujours tenir compte du prix de revient avec les coûts de la préparation, les ristournes, le transport et les ressources humaines » ajoute le collecteur. Pour obtenir un kilo de vanille préparée, il faut 5kg de vanille verte. Il faut ainsi multiplier ces 100 000 ariary par 5 et ensuite calculer les charges avant de fixer les bénéfices pour obtenir un kilo de vanille exportable. Ce qui revient au minimum à 700 000 ariary minimum. « Le problème est qu'aucun exportateur ne veut acheter à ce prix de 700 000

ariary car leurs clients à l'international prennent seulement à 120 dollars le kilo de vanille préparée » poursuit la source.

Perdants. Il fait remarquer que même depuis la dernière campagne, peu d'opérateurs ont pu respecter le prix plancher imposé. Quoique le MICA ait annoncé une campagne « performante » avec 1780t de vanille tout confondue, extraits et dérivés exportés à la fin de la campagne au mois de mai. Soit 10t de plus par rapport à la même période de l'année dernière. 94% des devises y afférentes ont été rapatriées. Trois opérateurs seulement ont été indiqués comme n'ayant pas respecté le prix de référence de la vanille durant cette campagne. De l'avis des planteurs, ils sont les plus perdants dans la chaîne avec le kilo coûtant jusqu'à 10 000 ariary alors que durant la campagne 2017-2018, ils ont pu vendre le kilo à 200 000 ariary. « Nous proposons 100 000 ariary. Cette année, la vanille a été infestée par des insectes, ce qui a aussi causé notre perte » explique Rasolo, planteur dans

la commune d'Ambinanitelo, district de Maroantsetra.

« Aucune amélioration depuis ces deux dernières années. Le CNV ne nous est d'aucune aide jusqu'ici » ajoute-t-il. Dans la région SAVA, un opérateur raconte que la vanille a été vendue précocement depuis le mois de juin à 20 000 ariary le kilo de vanille verte. « Actuellement, les acheteurs fixent leur prix à 30 000 ariary. Les opérateurs sont confrontés à une ouverture de campagne tardive et un prix très bas » confie un opérateur de Sambava. La campagne 2021-2022 a été toutefois ouverte officiellement pour la région SAVA, hier. Judicaël Ramangalaza, maire de Sambava et président de l'association des maires de la région SAVA a annoncé que la revendication d'ouvrir la campagne avant le 26 juin a été envoyée aux diverses instances. « En attendant les réponses, nous respectons les dates prévues » a-t-il déclaré dans la commune rurale de Daoud, lieu de lancement officiel des offres et des demandes.

- 19 -

Sous le parrainage de:



Co-organisé par:



En partenariat avec:



6e ÉDITION SALON RSE & IDD
Partenariats pour le Développement Durable
15 - 16 juillet 2021

En mode digital

sponsors platinum:



Sponsors gold:



Sponsors silver:



Partenaires digitaux / diffuseurs:



Projet CASEF : Réhabilitation de pistes rurales attendue dans cinq régions

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 8 JUILLET 2021

L'accès au marché est indispensable pour le développement de l'économie rurale, selon le projet de Croissance Agricole et de Sécurisation Foncière (CASEF), qui a annoncé un lancement prochain des travaux de réhabilitation des pistes rurales.

Des projets de construction d'infrastructures sont préparés et seront bientôt mis en œuvre, par le projet CASEF du MAEP (ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche). Selon ces promoteurs, l'objectif consiste à accroître les revenus des paysans par un meilleur accès aux marchés, dans l'optique de rendre l'agriculture plus compétitive, par une augmentation de la productivité. « Ces interventions sont entreprises, afin que la population résidant dans les zones d'intervention du projet CASEF puisse contribuer au développement de l'économie locale et nationale. C'est dans ce sens que des travaux de réhabilitation des points noirs sur des pistes reliant les bassins de production importants avec des marchés seront menés, notamment dans la région Analamanga, Vakinankaratra, Itasy, Atsinanana et Analanjirofo », ont communiqué les responsables du projet. Calendrier. Pour l'heure, seuls les

travaux pour Toamasina II ont démarré, pour la réhabilitation de trois ouvrages de franchissement sur l'axe reliant Ivoloïna-Ambodiriana. Cependant, pour les régions Vakinankaratra, (Ambano-Farihimena-Betafo ; Ambohidrandriana - Ambohibary Sambaina) ; Analamanga (Sambaina-Ambatomanga-Mantaoa) ; Analanjirofo (Menatany-Ambinanisakana, Anjahambe-Ambatoharanana, Vohilengo-Saranambana), Atsinanana (Antsiramandroso-Ambodiriana, Foulpointe -Andondabe, RN5 Ampasimbe Onibe) et Itasy (Miarinarivo-Ambatomanjaka, Soavinandriana-Mananasy ; Andakana-Ambatoasana-Tamponala), les travaux démarreront très prochainement. « Aujourd'hui, les dossiers d'appel d'offres correspondant aux marchés sont en cours de finalisation. La réalisation de ces infrastructures rurales permettra de desservir les communes d'interventions du projet notamment celles à forte potentialité agricole », a indiqué le CASEF.

Retombées. Certes, des millions de personnes tireront ainsi profit des retombées économiques positives de la concrétisation de ces infrastructures de transport, sans parler de la libre



Le projet CASEF œuvre pour l'amélioration des infrastructures de transport, dans les zones à forte potentialité agricole.

circulation des biens et des personnes dans ces contrées lointaines. Grâce à ces travaux, les producteurs locaux pourront acheminer facilement et plus rapidement leurs produits agricoles essentiellement le litchi, la cannelle, le girofle et la grenadelle pour la partie Est de l'île. Pour les hautes terres, les producteurs de maïs et soja, haricot-vert seront les cibles du projet. Pour le projet CASEF, la réhabilitation de ces routes permettra de réduire considérablement les pertes de production imputables au système de transport routier. A noter que le CASEF est un projet financé par la Banque mondiale et intervient dans les chaînes de valeur de l'agriculture commerciale, en tenant compte de la sécurisation foncière au bénéfice des producteurs. Depuis l'année dernière, il est déjà intervenu dans 16 régions.

Exportation de produits: « Aucune évolution réglementaire », dicit l'ambassade de France

J.P. | LES NOUVELLES | 8 JUILLET 2021

Fin du débat. Après la douane, c'est au tour de l'ambassade de France de s'exprimer hier, sur les procédures d'exportation de produits malagasy vers l'Hexagone. « Les services de la douane française confirment (...) qu'aucune évolution réglementaire ou décision spécifique n'est intervenue interdisant l'accès des produits malagasy au marché de l'Union européenne », indique l'ambassade de France dans un communiqué. Elle ajoute, par ailleurs, que les produits malagasy, comme l'ensemble des produits importés au sein de l'Union européenne, quelle que soit leur origine, sont soumis à des règles spécifiques, notamment « à des prérequis réglementaires et administratifs : délivrance de certification, normes en termes d'informations et d'étiquetage (...) ». Selon

toujours l'ambassade, cet alignement aux normes permet aux produits malagasy d'accéder au marché européen qui compte plus de 400 millions de consommateurs. Et d'ajouter que « La douane française entretient une coopération technique très fructueuse avec la douane malagasy dans le but de favoriser les échanges commerciaux entre les deux pays, dans le respect des procédures administratives en vigueur ». Pour rappel, dans un communiqué datant du 30 juin, la direction générale des douanes (DGD) s'était déjà exprimé sur le sujet en martelant qu'aucune évolution de la réglementation n'a été constatée ni du côté malagasy, ni du côté européen ou français, impliquant une interdiction d'exportation en France ou au sein de l'Union européenne.

- 20 -

08 | 09 | 10
JUILLET
2021

JARDIN
ANTANINARENINA





ENTRÉE
GRATUITE

3^e EDITION

TSENABEN'NY
FIZAHANTANY

SALON DES BONS PLANS TOURISME

Compétitivité des entreprises et accès aux marchés : le programme Recamp lancé officiellement à Madagascar

ARH | LES NOUVELLES | 8 JUILLET 2021

La Fédération des associations nationales des femmes entrepreneurs du Comesa (Comfwb) à Madagascar a lancé officiellement, hier, le Programme régional de compétitivité des entreprises et d'accès aux marchés (Recamp). Il s'agit d'un programme régional de renforcement de la compétitivité des entreprises et de l'accès au marché. Madagascar fait partie des dix pays qui démarrent ce programme pour 48 mois.

Le programme Recamp fixe comme objectif global de faire mieux comprendre l'intégration économique régionale dans la région du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (Comesa) en améliorant la compétitivité des entreprises du secteur privé. Son objectif spécifique est d'accroître le rôle des femmes dans la participation du secteur privé aux chaînes de valeur durables régionales et mondiales en augmentant l'accès aux marchés et en améliorant la qualité des produits, la gestion des entreprises et l'harmonisation du climat commercial régional.

« Le but du programme Recamp est de renforcer les capacités des femmes entrepreneurs de la région du Comesa en matière d'accès aux marchés afin de surmonter les obstacles actuels à l'internationalisation et à la valeur

ajoutée. Il est également question d'améliorer leur connectivité aux réseaux de production mondiaux et au commerce transfrontalier », a expliqué Fanja Razakaboana, présidente du Comfwb Madagascar à l'occasion de ce lancement.

Et Lantsoa Rakotomalala, ministre de l'Industrie du commerce et de l'artisanat le confirme. « Il est important de développer des outils et dispositifs pour accompagner les entrepreneurs en général et les femmes en particulier. L'objectif étant de faciliter l'accès aux informations pertinentes pour l'acheminement de leur production à la vente, notamment à l'exportation, l'accès aux financements pour développer les activités et les programmes de formation et l'appui techniques pour mieux gérer une entreprise ».



Mieux accompagner ces femmes

Le Comfwb Madagascar offre ainsi depuis hier, une formation de trois jours, aux femmes entrepreneurs, sur l'internationalisation des entreprises par les femmes, l'éducation financière et l'accès au financement. Une formation à laquelle participent une trentaine de femmes entrepreneurs membres de quatre associations et plateformes. Pour mieux les accompagner, la fédération a fait appel à des professionnels de la formation.

Contrat-programme CCIA – Prosperer: pérennisation de la filière bambou dans la région Analamanga

ARH | LES NOUVELLES | 8 JUILLET 2021

La Chambre de commerce et d'industrie d'Antananarivo (CCIA) en tant que structure relais, et le Programme de soutien aux pôles de micro-entreprises rurales et aux économies régionales (Prosperer) de la région Analamanga, ont établi une convention de collaboration à travers un « Contrat-programme ». Celle-ci s'inscrit dans la perspective du désengagement du Prosperer en 2022, après une mise en œuvre depuis 2008, d'activités de renforcement des performances des clusters et des filières dans cette région.

Les actions de collaboration au titre de ce contrat-programme couvrent neuf thématiques dont la promotion de la filière bambou (volobe), en particulier

son usage comme matière de base dans certains secteurs/branches d'activités : construction, ameublement (fabrication de meubles et de mobilier) et artisanat. Trois sessions de formation ont ainsi été organisées, à titre gracieux, dans le cadre de « Form'actions bambou ». La première session qui s'est tenue du 17 mai au 4 juin, a touché le domaine de la construction de maisons d'habitation ou pour d'autres utilisations (stand / pavillon de vente,...), à partir du bambou.

La partie théorique de la formation a été suivie d'exercices pratiques par la construction d'un pavillon de vente en bambou, au siège de Malagasy professionnels de l'élevage (MPE) à Nanisana, lieu de vente de produits

agroalimentaires et d'artisanat. Il y avait également le lancement officiel du point de vente de produits agroalimentaires et d'artisanat issus de la région Analamanga. A rappeler que ce dernier est opérationnel depuis deux ans. Les deux autres sessions s'étalant du 14 juin au 9 juillet et du 14 juillet au 10 août, donc actuellement en cours, au Centre de production et de transformation commune (CPTC) de Tongarivo Tanjombato, concernent l'enseignement et l'apprentissage de l'utilisation du bambou dans la fabrication d'objets d'artisanat d'une part, et de meubles et mobiliers, d'autre part.

- 21 -

Sous le parrainage de:



Co-organisé par:



En partenariat avec:



6e ÉDITION SALON RSE & IDD
Partenariats pour le Développement Durable
15 - 16 juillet 2021

En mode digital

sponsors platinum:



Sponsors gold:



Sponsors silver:



Partenaires digitaux / diffuseurs:



Recherches pétrolières – L'espoir demeure intact

GARRY FABRICE RANAIVOSON | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 9 JUILLET 2021

Une série de débats est organisée pour marquer le 45^e anniversaire de l'OMNIS. Le potentiel de Madagascar comme pays producteur de pétrole a été à l'affiche, hier.

Il y a du pétrole à Madagascar. Cette affirmation a été martelée sans ambages, hier, à l'hôtel de ville Analakely. Une affirmation pour souligner le potentiel économique que représente le secteur pétrolier pour la Grande Île.

« Miser sur le secteur pétrolier en amont: Risque ou opportunité pour le développement en Afrique, cas de Madagascar », voilà le thème du premier de la série de débats organisée pour marquer les quarante cinq années d'existence de l'Office des mines nationales et des industries stratégiques (OMNIS). Une occasion pour les intervenants de mettre l'accent sur le fait que le sous malgache qu'il offshore, ou onshore couve bel et bien du pétrole. Selon les chiffres entendus durant le débat d'hier matin, il y aurait deux cents blocs pétroliers onshore et une quarantaine offshore. En tout, la Grande île pourrait fournir jusqu'à 1 587 milliards de barils, sans compter les milliards de mètre cube de gaz naturel. « Nous avons une degré de confiance allant jusqu'à 75%, sur l'existence de pétrole offshore », indique l'un des intervenants durant le débat, en rappelant les résultats des travaux de prospection faits par Exxon Mobil, qui est un major du secteur.

Le potentiel des ressources stratégiques malgaches pourrait être encore plus important lorsqu'il pourra faire valoir sa souveraineté sur le plateau continental au large du Sud du pays. Ce sous-sol marin d'environ 860 000 km², regorgeait de pétrole et de gaz naturel. C'est la raison pour laquelle Madagascar s'active pour effectuer la levée sismique de la zone et compléter le dossier soumis à la Commission des Nations Unies sur le plateau continental.

Investissement à risque

À s'en tenir à ce qui a été dit, hier, contrairement à l'or, ou d'autres produits



Tsimororo est une réalité avec un gisement important.

miniers, le pétrole a comme atout d'être une ressource stratégique. Produire du pétrole serait une manne financière importante pour le pays, mais lui octroie, également, un nouveau statut sur l'échiquier mondial. Cela lui permettra d'être un acteur majeur dans la zone Sud de l'océan Indien, mais aussi, en Afrique. Bien que le monde commence à miser sur l'énergie renouvelable, la production de pétrole sera toujours rentable, comme il a été souligné hier. La transition économique tenant de la préservation de l'environnement passe par la complémentarité entre énergie renouvelable et le pétrole, a été expliquée.

Le fait que les réserves des grands États pétroliers du Golf commencent à se tarir pourrait être une aubaine. Le marché local s'en portera mieux, également. Seulement, Madagascar devra franchir quelques étapes relativement ardues avant de devenir un Etat pétrolier. « Un gisement ne pourra être exploité qu'environ huit ans après sa découverte », explique l'un des intervenants d'hier. Pour l'heure seul l'exploitant du bloc

pétrolier de Tsimororo est dans une de commercialisation. Il s'agit d'une huile lourde pouvant être utilisée par la Jirama ou encore par les bateaux.

Les données sur les gisements malgaches découlent des différentes prospections menées par les multinationales. « Les investissements sont limités, pourtant. Et à une époque, l'entrée dans la phase d'exploitation s'est heurté aux limites technologiques ». Le plus gros des réserves de pétrole, mais aussi de gaz malgache se trouverait dans son sous-sol marin.

« L'investissement pour un forage sous-marin peut coûter jusqu'à 200 millions de dollars, sans garantie de résultat », indique un enseignant chercheur intervenant, hier. L'enseignant chercheur ajoute que si le secteur pétrolier est une opportunité de richesse pour un pays, il s'agit, également, d'un investissement à risque pour les multinationales. Le plus grand challenge des autorités malgaches est alors de convaincre les investisseurs. Un rôle dévolu à l'OMIS. Un point a été souligné, hier, l'importance de la stabilité politique.

08 | 09 | 10
JUILLET
2021

JARDIN
ANTANINARENINA

ENTRÉE
GRATUITE

3^e EDITION

**TSENABEN'NY
FIZAHANTANY**

SALON DES BONS PLANS TOURISME

Filière vanille : une proposition de loi en gestation

RIANA R. | LES NOUVELLES | 9 JUILLET 2021

Quatre jours après le début de la campagne de la vanille verte dans la région Sava, des élus et des représentants des cultivateurs de vanille locaux ont fait le déplacement dans la capitale pour rencontrer le Premier ministre Christian Ntsay et d'autres membres du gouvernement.

Ces rencontres ont permis de mettre en évidence les points d'amélioration pour mieux gérer la filière, ont-ils annoncé, hier lors d'une conférence de presse, dans les locaux du ministère



de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat, hier. Ces autorités locales prévoient également d'élaborer une proposition de loi régissant la filière

vanille au niveau du Parlement.

Sur les neuf régions productrices de vanille à Madagascar, Sava se trouve à la première place avec 75% de la production nationale. Rappelons qu'aucune décision officielle concernant le prix de référence de la vanille verte n'a été adoptée pour cette nouvelle campagne. Des cultivateurs réunis au sein de l'Association des paysans producteurs de vanille souhaitent être consultés avant toute prise de décision allant dans ce sens.

3^e édition du « Tsenaben'ny Fizahantany » : Près de 2 530 visiteurs lors du premier jour

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 9 JUILLET 2021

De nombreux produits et circuits innovants sont proposés dans le cadre de la 3^e édition du « Tsenaben'ny Fizahantany », qui se tient depuis hier et jusqu'à samedi au jardin d'Antaninarenina.

Cet événement est organisé par le ministère des Transports, du Tourisme et de la Météorologie en partenariat avec l'Office National du Tourisme de Madagascar (ONTM) dans le but de relancer le tourisme national. Pour ce faire, « des offres de voyages promotionnelles atteignant jusqu'à moins de 50% sont lancées par les exposants qui sont cette fois-ci au nombre de 34. Les opérateurs participants ne ménagent pas leurs efforts pour faire connaître aux touristes nationaux les particularités des sites et des circuits qu'ils méritent de découvrir. Ce jour, les étudiants seront privilégiés entre 9h et 10h pour découvrir les produits et circuits touristiques à Madagascar », a expliqué Jimmy Joharison, le coordonnateur du TBF ou « Tsenaben'ny Fizahantany ». Plusieurs formats de vacances. Lors de cette première journée, une forte affluence de visiteurs a été

observée. On a enregistré 2 530 visiteurs contre 800 visiteurs par jour en moyenne lors des dernières éditions. L'entrée est d'ailleurs gratuite. Ils sont notamment à la recherche de bons plans adaptés à leurs budgets pour pouvoir partir en vacances. À titre d'illustration, le stand de Vakansy Tsara sady Mora propose 11 destinations pour un budget de 125 000 Ar à 851 000 Ar par personne, suivant l'éloignement de la destination et la durée du séjour escomptée. En outre, plusieurs formats de vacances sont proposés aux visiteurs dans le cadre de cette 3^e édition du « Tsenaben'ny Fizahantany ». On peut citer, entre autres, des offres sous format « Journée » et « Randonnée » qui permettent de découvrir en un jour des destinations insolites comme le parc tropical Farankaraina, la destination Andrambovato ou encore Sahambavy avec FCE.

Concertation sur les systèmes alimentaires : Plus de 400 participants

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 9 JUILLET 2021

La première concertation nationale sur les systèmes alimentaires organisée par le ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, en partenariat avec le système des Nations Unies (SNU), s'est tenue hier. Plus de 400 acteurs issus des différentes régions de Madagascar ont participé à ce dialogue inclusif via la plateforme Zoom. L'objectif vise à définir et mettre en œuvre des mécanismes appropriés pour parvenir à des systèmes alimentaires viables. Lors de l'ouverture

de cette cérémonie, le Coordonnateur résident du Système des Nations Unies, Issa Sonogo, a tenu à rappeler le message du Secrétaire Général des Nations Unies qui appelle à une action citoyenne et collective pour modifier radicalement la façon dont nous produisons, dont nous traitons et consommons nos aliments. « Ces débats publics devraient mettre plus en exergue l'importance des systèmes alimentaires dans l'atteinte des objectifs de développement durable, et ce qui

convient de faire pour persuader l'opinion publique d'œuvrer pour l'humanité et la planète », a-t-il précisé.

Feuille de route

De son côté, le ministre de tutelle, Lucien Ranarivelo a réitéré l'engagement du gouvernement malgache à œuvrer pour l'amélioration des conditions de vie et de santé des Malgaches tout en apportant des solutions durables pour répondre aux besoins alimentaires des populations.

- 23 -

Sous le parrainage de:



Co-organisé par:



En partenariat avec:



6^e ÉDITION SALON RSE & IDD
Partenariats pour le Développement Durable
15 - 16 juillet 2021

En mode digital

sponsors platinum:



Sponsors gold:



Sponsors silver:



Partenaires digitaux / diffuseurs:



Autosuffisance alimentaire: un « stock stratégique » de riz en projet

ARH | LES NOUVELLES | 9 JUILLET 2021

Etant donné que la production rizicole actuelle ne couvre pas encore les besoins locaux, Madagascar est contraint d'importer davantage de riz. En parallèle avec les initiatives d'augmentation de la production locale, la constitution d'un « stock stratégique » de riz est actuellement en projet.

La sécheresse et les autres aléas climatiques de ces dernières années ont porté un coup dur sur la production en général et la production rizicole en particulier. Malgré tout, « la production de cette année a dépassé celle de l'an passé. Mais jusque-là, l'ensemble de la production nationale ne couvre pas encore les besoins du pays. A cela d'ajoute la difficulté d'acheminement des produits », a reconnu Lucien Ranarivelo, ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche (Maep) hier à l'occasion de l'ouverture des Concertations nationales sur les systèmes alimentaires à Madagascar.

Pour prévenir la hausse des prix durant la période de soudure, le Maep en collaboration avec le ministère du Commerce envisage de constituer un stock stratégique de riz à Madagascar dans le courant de cette année. « Ce stock stratégique devrait en principe renforcer le volume de riz mis en vente sur le marché local et diminuer davantage la quantité de riz importé », a expliqué le ministre.

Parmi les projets du Maep de ces deux dernières années pour augmenter la production, figure la vulgarisation du riz hybride qui atteint un rendement de 7 à 8 tonnes à l'hectare. « L'utilisation de ce genre de semences devrait nous permettre d'obtenir 60.000 tonnes supplémentaires », a poursuivi Lucien Ranarivelo.

Concertations nationales sur le système alimentaire à Madagascar. C'est d'ailleurs l'une des visions énoncées lors de ces Concertations nationales sur les systèmes alimentaires qui se tiennent dans plusieurs Etats membres des Nations unies dont Madagascar en vue de la préparation du sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires au mois de



septembre à New York durant la 76e assemblée générale des Nations unies.

Placées sous le thème « Population malagasy bien nourrie et en meilleure santé, grâce à des systèmes alimentaires performants, inclusifs, résilients et durables », ces concertations se tiennent afin d'alimenter les réflexions nationales sur la question ainsi que de recueillir les engagements de toutes les parties prenantes dans la planification des systèmes alimentaires. Cette initiative est placée sous le lead du Maep avec l'appui du Système des Nations unies à Madagascar.

Technologies de communication: l'Artec crée un « Espace consommateur »

ARH | LES NOUVELLES | 9 JUILLET 2021

L'Autorité de régulation des technologies de communication (Artec) a créé sur son site web un « Espace consommateurs » dédié aux utilisateurs des services de télécommunication (Internet, mobile et fixe) à Madagascar, consultable sur <http://www.artec.mg/consommateur.php>

Pour cette organisme de régulation, il s'agit de protéger les intérêts des consommateurs et utilisateurs de services de télécommunication. Le fait

est que ces derniers éprouvent bien souvent des difficultés à se positionner face aux nombreuses offres et conditions des opérateurs.

Ainsi, « ce menu mettra en avant des compléments d'informations ou explications, des fiches-conseils, mais aussi un formulaire à remplir pour déposer les réclamations concernant les services offerts par les différents opérateurs des télécommunications. On y trouvera également la procédure

à suivre en cas de vol ou perte d'un téléphone », informe l'Artec.

Ce menu comporte également des sujets de sensibilisation autour du secteur des télécommunications. Il y a, par exemple, les informations sur l'utilisation des téléphones avec Imei valides ou encore l'importance de la lecture des Conditions générales de vente avant toute signature d'adhésion à une offre. Des sujets on ne peut plus importants mais souvent négligés par les utilisateurs.

08 | 09 | 10
JUILLET
2021

JARDIN
ANTANINARENINA





ENTRÉE
GRATUITE

3^e EDITION

**TSENABEN'NY
FIZAHANTANY**

SALON DES BONS PLANS TOURISME



Loi de finance rectificative 2021: un Madagascar à plusieurs vitesses

ARH | LES NOUVELLES | 9 JUILLET 2021

Quelques gagnants et beaucoup de perdants. Certains retrouvent une activité normale... d'autres non. La fin -temporaire ?- de la crise sanitaire du covid et du confinement signe une désynchronisation de l'économie malgache entre les différents secteurs, selon les chiffres de la Loi de finance rectificative 2021 (LFR). Le texte de loi, adopté le 29 juin, à la toute fin de la session parlementaire, prévoit une croissance disparate selon les secteurs, même si l'économie, au global, devrait croître de 4,3% en 2021. Autres éléments remarquables, le déficit public augmente de 15% par rapport aux prévisions de la Loi de finance initiale (LFI), et les budgets des ministères de la santé et de l'éducation sont en baisse.

Ceux qui s'en sortent

Le secteur secondaire. En 2019, il enregistrait un taux de croissance de 6,8%. Le choc engendré par l'Etat d'urgence sanitaire a fait que le secteur a connu une récession de l'ordre de 18,4% en 2021. Mais selon la LFR 2021, avec la reprise de la vie quotidienne et de certaines activités, le domaine économique enregistrera un taux de croissance de 10,6% cette année.

L'industrie extractive devrait renaître. Après une croissance, en 2019, de 10,3%, et une chute de 46,5% l'année dernière, 2021 devrait connaître une embellie de 26,5%. Principal facteur, la reprise de la plus grande mine du pays, Ambatovy, au second trimestre 2021.

Autre signe de la reprise des activités du bâtiment et des chantiers, les matériaux de construction devraient croître de 7,4% cette année, après avoir chuté de 22,4% en 2020 et augmenté de 6% en 2019.

Ceux qui stagnent

L'hôtellerie et la restauration sont toujours au plus mal. Ils avaient réalisé une belle croissance de 15,6% en 2019 en raison de l'arrivée record des touristes dans la Grande Île avec près de 400 000 personnes. La période était propice : Madagascar venait de connaître un changement de Président sans violence, et une décennie s'était écoulée depuis la dernière crise politique en 2009. Mais en 2020, la filière essuyait une perte de 78,5%. Cette année, la LFR prévoit, avec optimisme, une croissance de 4%, alors que les touristes ne peuvent toujours pas se poser dans le pays et que le Conseil des ministres du 7 juillet a confirmé pour l'heure, la fermeture des frontières, sans fournir de visibilité sur un calendrier de réouverture.

Dans sa globalité, le secteur tertiaire, qui regroupe des services comme les banques, assurance, transport, poste et télécommunications, service aux entreprises, administration, éducation, santé, services rendu aux ménages... devrait enregistrer cette année une croissance de 4,1% contre - 1,8% l'année dernière et 5% en 2019. Parmi les solutions qui ont servi la reprise : de nombreux commerçants proposent des livraisons à domicile.

Ceux qui n'ont pas connu la récession

En règle générale, le secteur primaire n'a pas connu de récession. Le Covid a moins touché les activités en dehors des villes. L'agriculture devrait croître de 4,2% en 2021 après une plus forte croissance de 7,6% en 2019 et de 3,6% en 2020. Ce léger repli pourrait s'expliquer notamment par les nombreuses restrictions liées à l'Etat d'urgence : les paysans continuaient toujours à cultiver mais ne pouvaient pas atteindre les clients en ville en raison de la fermeture des plus grands marchés.

L'élevage et la pêche n'ont pas connu de changement. La filière est plutôt stable avec une croissance de 2,5% en 2019, de 2,2% l'année dernière pour arriver à 2,3% cette année. La crise sanitaire n'a pas freiné ses activités, sur le terrain, les éleveurs et les opérateurs qui œuvrent dans le domaine ont également trouvé les bons moyens pour s'adapter au contexte. Même constat dans la sylviculture. Le secteur était à 1% de croissance en 2019, en passant par 0,8% l'année dernière et 0,9% cette année.

L'ariary continue sa lente descente face aux devises fortes. La parité ariary-dollars est prévue pour tourner autour des 3 927 ariary pour un dollar en moyenne sur 2021. Sur les cinq premiers mois de 2021, les interventions de la Banque centrale de Madagascar (BFM) se sont soldées par une vente nette de 21,9 millions de DTS. Sur la même période de 2020, les ventes nettes avaient atteint 40 millions de DTS.

Facteur dont on ignore encore la portée : les autorités ont constitué une réserve d'or dans la Banque centrale. A la suite d'un article dans les Nouvelles, le 18 juin dernier, le Ministre des mines et des ressources stratégiques faisait savoir que la BFM disposait désormais de 1,3 tonne du métal précieux.

Baisse des budgets des ministères sociaux... Hausse de celui de l'économie et des finances

Entre la Loi de finance initiale et rectificative, les ministères de la Santé, de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports et de l'Environnement enregistrent tous une légère baisse. Mais le budget du ministère des Finances profite par contre d'une hausse de 20%. Soit les budgets dédiés aux actions sociales baissent effectivement, soit le ministère des Finances reprend ces budgets mais sans que l'on puisse encore avoir de détails quant aux arbitrages.

Le déficit budgétaire en hausse de 15% par rapport à la LFI 2021. Le déficit budgétaire est estimé à 3715,1 milliards d'Ariary (6,5% du PIB contre 5,5% dans la LFI 2021). Ce montant est en hausse de 15% par rapport à celui de la LFI 2021. Il sera financé à hauteur de 2066,2 milliards d'ariary par des appuis extérieurs et de 1648,8 milliards d'ariary par des ressources intérieures.

Cette forte hausse s'explique à la fois par une perte de recette et une hausse des dépenses. Le texte de loi justifie que "les dépenses courantes augmentent pour se situer à 6520,1 milliards d'Ariary contre 5927,4 milliards d'Ariary dans la LFI 2021. Une situation liée en partie à l'augmentation des dépenses sociales visant à endiguer la deuxième vague de pandémies." Alors que "les prévisions des recettes totales perçues par l'Etat sont en recul de 5,1% par rapport au montant dans la LFI 2012", constate le document.

Sous le parrainage de:



Co-organisé par:



En partenariat avec:



6e ÉDITION SALON RSE & IDD
Partenariats pour le Développement Durable
15 - 16 juillet 2021

En mode digital

Sponsors platinum:



Sponsors gold:



Sponsors silver:



Partenaires digitaux / diffuseurs:

